



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

UNESCO 2011





Photo de couverture :

Lors d'un projet de réhabilitation post-inondation, Ichiro Miyazawa, membre du Bureau de l'UNESCO à Bangkok, peint un mur avec Kanaphong Foochan, élève de l'école primaire de Wat Tukkata à Nakhonchaisri, province de Nakhonprathom.

© UNESCO/R. Manowalailao

Publié en mars 2012
par le secteur des Relations extérieures et de l'information du public
de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2012
Tous droits réservés

Imprimé par l'UNESCO
L'imprimeur est certifié Imprim'Vert®, initiative environnementale
de l'industrie de l'imprimerie française.



Préface

par Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO

2011 a offert autant de chances que de défis – aux États membres comme à l'UNESCO.

Le printemps arabe a démontré la force des aspirations aux droits humains et à la dignité. Mais 2011 fut aussi marquée par des catastrophes naturelles dévastatrices comme le grand tremblement de terre et le tsunami de l'est du Japon le 11 mars, ou plus tard la sécheresse qui a frappé des millions de personnes dans la Corne de l'Afrique. Les sociétés du monde entier sont restées entravées par une grave crise économique qui a alourdi les défis de la pauvreté.

Dans un tel contexte, le mandat de l'UNESCO a plus de sens que jamais. Les États ne peuvent pas maîtriser seuls la crise économique, l'impact du changement climatique ou la perte de biodiversité. La coopération doit être mondiale. Elle doit impliquer chacun au cœur des sociétés, et atteindre les plus pauvres et les plus marginalisés. Les ambitions humanistes présentes au sein de notre Acte constitutif de 1945 ont gardé aujourd'hui toute leur vitalité et leur pouvoir de ralliement.

La 36^e session de la Conférence générale de l'UNESCO a apporté une confirmation retentissante de cette vision. Le monde entier a envoyé le message clair que les enjeux de la paix résident aujourd'hui précisément dans l'éducation, la culture, les sciences et la communication, fondements du développement durable. La Conférence générale a donné un nouvel élan à notre travail dans tous les secteurs. Elle a également admis de nouveaux membres, la Palestine et le Soudan du Sud, et deux nouveaux membres associés, Curaçao et Saint-Martin. L'UNESCO est la première agence des Nations Unies à admettre la Palestine. L'adhésion permet à un pays d'apporter au monde ce qu'il désire avec le plus de ferveur, en particulier ses aspirations à une compréhension mutuelle. Ce doit être pour l'UNESCO le moment de renforcer son rôle de plate-forme pour la paix et le dialogue. Cela doit absolument être également l'occasion pour tous de s'engager plus encore envers les valeurs que nous partageons.

De forts messages de solidarité et de détermination ont été émis pendant le « 7^e Forum des jeunes de l'UNESCO » qui a rassemblé la jeunesse pour

explorer « Comment les jeunes conduisent le changement ». A travers le monde, les jeunes inventent de nouvelles façons d'agir – nous devons être à la hauteur de leurs attentes.

Tout ceci se retrouve dans le large éventail d'actions de l'UNESCO en 2011 – du lancement d'un nouveau Partenariat mondial pour l'éducation des filles et des femmes, et de l'inauguration du Service consultatif régional sur les tsunamis pour l'océan Indien, à notre engagement à soutenir la liberté d'expression par la formation aux médias, à promouvoir l'éducation civique et à protéger le patrimoine culturel en Tunisie, en Égypte et en Libye. En 2011, nous avons célébré le 10^e anniversaire de la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle (2001) ainsi que le 40^e anniversaire du programme l'Homme et la biosphère – deux initiatives qui demeurent pionnières. Tout au long de l'année, l'Afrique est demeurée au centre de notre travail, et la promotion de l'égalité des genres a progressé dans tous nos programmes.

2011 a également vu la suppression des contributions financières des États-Unis d'Amérique, comme l'exigeait la loi de ce pays. Cela a immédiatement affecté la capacité de l'Organisation à mener ses programmes, et cet effet se poursuivra dans l'avenir. La réaction rapide, au sein de l'UNESCO et de la part de nos soutiens dans le monde, pour compenser ce déficit a été encourageante. Néanmoins 2012 s'est ouverte sur un air d'incertitude financière.

Je suis sûre que nous réussirons à faire de ce défi une chance. J'y vois l'occasion de construire une UNESCO plus intelligente, en harmonie avec les ambitions de son mandat et avec les besoins du XXI^e siècle. Ce rapport annuel retrace l'ensemble de nos actions – il montre comment nous allons continuer à renforcer notre impact et notre action dans le monde.

Irina Bokova



Sommaire

Chapitre 1 Soutenir les démocraties émergentes	6
Chapitre 2 Apprentissage et partage des savoirs pour la paix et le développement	16
Chapitre 3 Les sciences pour la planète et les océans	30
Chapitre 4 Culture et patrimoine : notre passé, notre avenir	44
Chapitre 5 Solidarité internationale, dialogue et droits de l'homme	58
La 36^e session de la Conférence générale	72
Annexes	80

*La Tunisie fut à l'avant-garde de
la révolution sociale et démocratique
qui a balayé la région arabe au cours
des premiers mois de 2011.*

© UNESCO/Nasser Nouri



CHAPITRE 1

Soutenir les démocraties émergentes



Soutenir les démocraties émergentes

En 2011, le paysage social et politique d'un certain nombre de pays de la région arabe a été transformé par une série de soulèvements dénommée Printemps arabe. Les vagues de manifestations – amplifiées par les médias sociaux – ont porté des messages de revendication de liberté et de démocratie, et les dénonciations de la répression et de la censure ont conduit au départ de dirigeants en place depuis de longues années. Accompagnant le changement de ces régimes, l'UNESCO a œuvré au soutien de la liberté de la presse, à la protection du patrimoine culturel et à la mise en œuvre de l'éducation civique.

en Égypte, l'UNESCO a entrepris d'aider le développement de politiques permettant de mettre en œuvre ces recommandations, en collaboration avec les gouvernements, les médias et la société civile.

■ Affiner les compétences

Après la chute de régimes en place depuis de longues années, une des priorités essentielles de l'Organisation a été d'aider les journalistes de la région à couvrir les élections qui ont suivi et qui étaient sans précédent du point de vue de leur ouverture. En Tunisie et en Égypte, plus de 130 journalistes et rédacteurs en chef de médias publics et privés ont bénéficié d'une formation sur la couverture des élections. Au cours de l'année 2011, de nombreux ateliers ont été organisés dans les deux pays et ont permis aux journalistes d'affiner leurs compétences rédactionnelles et de parfaire leurs techniques d'interview. Ces sessions interactives leur ont également permis d'approfondir leurs connaissances dans le domaine de l'éthique et du rôle des médias dans le développement de la démocratie. Un des principaux ateliers, « Préparer la couverture de l'élection de l'Assemblée constituante d'octobre 2011 », a ciblé les stations de radio régionales en Tunisie. Les journalistes tunisiens ont également reçu durant cette période une formation complémentaire en journalisme d'investigation.

Des exercices de renforcement des capacités du même type ont été menés en Égypte, en particulier un atelier sur la rédaction d'articles et le reportage, financé par le Programme international pour le développement de la communication (PIDC).

■ Le rôle des médias

Les médias sociaux ont été au cœur de ces changements, mais les médias traditionnels ont dû briser les vieux moules, s'adapter et changer. Pour permettre aux médias de jouer un rôle proactif dans la période post-Printemps arabe, l'UNESCO a mené des évaluations rapides en Tunisie et en Égypte pour examiner le paysage médiatique des deux pays. À l'aide des Indicateurs de développement des médias, cadre reconnu internationalement, les évaluations ont permis d'établir les bases d'une action globale de soutien aux médias, comprenant l'introduction de lois sur la liberté de l'information, des cadres réglementaires régissant les relations entre les médias et le gouvernement, la promotion de la pluralité des médias et le renforcement de la formation des journalistes. En Tunisie comme

Printemps, collage et gouache, 2011, Slobodan K. Bijeljic, peintre français né en Bosnie-Herzégovine.





© UNESCO/Éric Bourtier

Ces initiatives ont également reçu le soutien de plusieurs partenaires dont l'Arab Reporters for Investigative Journalism et le Syndicat de la presse égyptienne.

La valeur ajoutée de l'UNESCO dans le développement du paysage médiatique de la région arabe est parfaitement résumée par les mots d'un des journalistes ayant participé à l'atelier : « Avant (le Printemps arabe) nous ne posions pas de questions et, bien sûr, nous ne pouvions pas faire de bons papiers, mais maintenant nous avons les outils et les méthodes pour poser les questions et en rendre compte correctement. »

■ Formation au journalisme

Dans le cadre de sa stratégie de réponse à long terme aux développements dans la région, l'UNESCO a développé un partenariat avec la Faculté de communication de l'université du Caire pour aider l'université à réformer son programme de journalisme. L'objectif est de renforcer la formation journalistique et la recherche dans le domaine de la communication en Égypte. Le projet vise également à développer des recommandations pour d'autres écoles de journalisme, à partir du modèle de cursus de l'UNESCO pour la formation au journalisme.

La Conférence générale de l'UNESCO admet le Soudan du Sud et la Palestine

Le Soudan du Sud est devenu le 194^e État membre de l'UNESCO, après avoir accompli les procédures de ratification de l'Acte constitutif de l'UNESCO le 27 octobre. L'Organisation aide le nouveau pays à faire face à ses besoins en éducation.

Le 31 octobre, la Conférence générale de l'UNESCO – son organe directeur comprenant tous les États membres – a voté l'admission de la Palestine en tant que 195^e État membre de l'Organisation. Le drapeau palestinien a été levé pour la première fois au Siège parisien en décembre, lors d'une cérémonie à laquelle assistait le Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

L'UNESCO a également travaillé avec des enseignants de facultés de communication de masse et de journalisme de la région arabe, en particulier en Tunisie. Ces professionnels ont reçu une formation sur le développement des cursus de reportage sur la diversité à Tunis en septembre. L'atelier a réuni des experts internationaux de haut niveau des médias et a examiné les méthodes permettant d'inclure le reportage sur la diversité dans les programmes de formation au journalisme.

■ Sauvegarder le patrimoine

Alors que les soulèvements se répandaient dans la région et que la guerre civile éclatait en Libye, l'UNESCO, seule agence des Nations Unies disposant d'un mandat spécifique dans le domaine de la culture et Secrétariat des principales conventions mondiales sur la culture, a pris l'initiative de mobiliser la communauté internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel de pays sous l'emprise du changement révolutionnaire.

À plusieurs reprises clés pendant la période mouvementée du Printemps arabe, l'UNESCO a rassemblé un large soutien pour la protection d'éléments du patrimoine du Maghreb et du

Campagne de sensibilisation au patrimoine dans le nord de l'Égypte, organisée par l'UNESCO, l'OIT et le ministère égyptien des antiquités.

Moyen-Orient célèbres dans le monde entier, tels que les grands monuments funéraires de l'ancienne Égypte, des sites archéologiques grecs et romains, et des manuscrits islamiques et des objets religieux remarquables.

Au début de 2011, la Directrice générale Irina Bokova a appelé toutes les parties – organisations internationales, gouvernements nationaux, ONG et le marché international de l'art – à protéger le patrimoine culturel de Tunisie, d'Égypte et de Libye.

L'UNESCO a rapidement mobilisé ses ressources et ses réseaux d'experts et de partenaires pour développer une stratégie tous azimuts pour la sauvegarde du patrimoine culturel des pays concernés.

Le 15 mars, à l'occasion du 40^e anniversaire de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, Madame Bokova a organisé une réunion d'urgence de parties prenantes et d'experts des principaux partenaires de l'Organisation dans le domaine de la protection culturelle : INTERPOL, l'Organisation mondiale des douanes (OMD), le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM), le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), le Conseil international des musées (ICOM) et le Fonds mondial des monuments (WMF).

Cette réunion a examiné les nombreux rapports de destruction, de dégâts et de vol dans les musées, les sites archéologiques et les bibliothèques. La situation était compliquée du fait du manque d'information

« Ensemble, nous le pouvons »

L'Initiative Umbrella (parapluie) est une campagne d'alphabétisation nationale en Égypte impliquant de jeunes bénévoles. Lancée en septembre, en coopération avec l'Agence pour l'éducation des adultes du pays, la campagne vise 17 millions d'analphabètes, dont deux tiers sont des femmes. Elle a pour objectif d'améliorer les chiffres globaux de l'alphabétisation grâce à un mécanisme de coopération entre le gouvernement et la société civile. À l'aide du slogan « Ensemble, nous le pouvons », l'UNESCO cherche à mobiliser les groupes et les réseaux de la société civile et à en faire des partenaires actifs dans cette plateforme pour le travail d'alphabétisation en Afrique.





© Bureau de l'UNESCO au Caire



© Ministère égyptien des antiquités

La Directrice générale Irina Bokova visitant le Musée égyptien du Caire avec le Directeur du musée, Tarek El-Adawi. Mme Bokova a félicité la jeunesse égyptienne qui a formé un bouclier humain autour du musée pendant la révolution.

fiable sur l'état des sites et des institutions du patrimoine culturel, de la perte des relations de travail préalablement établies avec les institutions et les personnes clés, du risque de négliger la protection du patrimoine culturel en traitant en priorité les urgences sociales et économiques, et des conditions en perpétuel changement.

Un des résultats de cette réunion a été l'envoi de missions d'aide d'urgence en Égypte et en Tunisie pour établir le contact avec le nouveau personnel du ministère de la culture, évaluer les besoins d'assistance, particulièrement dans le domaine de la

prévention du trafic illicite, et élaborer un plan complet devant servir de feuille de route pour une action coordonnée de protection du patrimoine culturel à moyen et long termes.

Des experts du Bureau de l'UNESCO au Caire ont suivi la situation et ses évolutions rapides et ont travaillé sur les nombreux rapports de vol ou de destruction d'objets appartenant à plusieurs musées égyptiens, dont le Musée égyptien du Caire qui domine la place Tahrir, centre névralgique de la révolution égyptienne.

Lors des émeutes, à un moment critique, des citoyens ont formé une chaîne humaine

autour du musée pour éviter son pillage. De nombreux manuscrits et livres rares ont été perdus dans l'incendie qui a ravagé l'Institut d'Égypte, au Caire, en décembre.

Dans un autre élan émouvant de solidarité, des jeunes se sont joint les mains pour protéger les précieuses collections et archives de la Bibliotheca Alexandrina, bibliothèque égyptienne de pointe établie en collaboration avec l'UNESCO. Malgré les contacts réguliers avec le Conseil suprême des antiquités et d'autres institutions égyptiennes du patrimoine, il a été très difficile d'obtenir des informations précises.

La liberté de la presse : s'exprimer

La Directrice générale a condamné les attaques répétées contre des journalistes, et en particulier la mort de deux photojournalistes, tués lors d'une attaque au mortier dans la ville de Misrata, en Libye, et a émis plusieurs déclarations en relation avec les développements dans la région – par exemple en demandant aux autorités syriennes de rétablir l'Internet à l'usage des citoyens et de cesser les attaques contre les médias, et en réclamant une enquête sur le décès de professionnels des médias en détention au Bahreïn.

Tout au long de ces événements mouvementés, le peuple égyptien, en particulier les jeunes et les militaires, a fait preuve d'une solidarité, d'un courage et d'un sentiment de fierté extraordinaires en protégeant son patrimoine culturel, démontrant ainsi le potentiel de la culture dans l'affirmation de l'identité et le renforcement de la cohésion sociale.

■ La mission UNESCO-INTERPOL

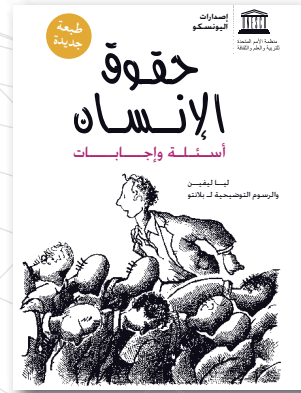
La mission conjointe UNESCO-INTERPOL dépêchée en mai a mené de nombreuses visites de sites et a conduit à l'élaboration de directives concrètes pour la sécurité sur les sites historiques et les musées égyptiens. Dans la ligne des recommandations de cette mission, l'UNESCO a lancé deux projets, financés par la Suisse, pour former des responsables égyptiens de musées dans les domaines de la préparation aux catastrophes et de l'atténuation des risques, et de la lutte contre le trafic illicite de biens culturels.

En Tunisie, quatre missions d'experts ont été envoyées pour travailler avec le ministère de la culture à l'élaboration de stratégies

pour fournir des emplois aux jeunes dans le domaine du patrimoine. Deux institutions culturelles tunisiennes majeures, le Musée du Bardo et le Musée archéologique de Sousse ont reçu un soutien en gestion et communication culturelles, ce qui a débouché sur l'embauche et la formation de 40 jeunes chômeurs.

En raison de la suspension de la coopération avec le gouvernement du colonel Kadhafi en Libye et de la situation militaire dangereuse dans le pays, les experts de l'UNESCO ont été dans l'impossibilité d'intervenir au début du conflit. En mars, la Directrice générale a lancé un appel à la Libye d'une part et à la coalition des États qui établissaient une zone de sécurité aérienne au-dessus du pays, d'autre part, leur demandant de respecter leurs engagements à l'égard de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de ses deux Protocoles, et de s'interdire tout acte hostile contre les biens culturels libyens. L'UNESCO a fourni aux membres de la coalition les coordonnées géographiques et les documents cartographiques détaillés leur permettant de localiser les principaux monuments historiques et collections, dont les cinq sites du patrimoine mondial du pays.

À la lumière de rapports sur le trafic illicite, la Directrice générale a émis une alerte internationale à destination des six pays voisins (Algérie, Égypte, Niger, Soudan, Tchad et Tunisie) ainsi que des organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées (INTERPOL, OMD et ICOM), dans le cadre de l'application de la Convention de 1970 sur le trafic illicite. L'UNESCO collabore également avec les autorités italiennes et INTERPOL pour récupérer le spectaculaire Trésor de Benghazi,



Les versions arabes des ouvrages de l'UNESCO Droits de l'homme, questions et réponses et Démocratie, questions et réponses ont été publiées et distribuées dans les écoles tunisiennes comme dans les centres culturels et de jeunesse, en coopération avec le gouvernement tunisien.

qui comprend quelque 8 000 monnaies de bronze, d'argent et d'or et autres précieux objets romains et hellénistiques, et qui a été pillé dans une banque de Tripoli dans le courant de l'été 2011.

En octobre, l'UNESCO a organisé une réunion internationale d'experts sur la protection du patrimoine culturel libyen, pour examiner d'urgence l'état du patrimoine culturel du pays. Les participants comptaient des spécialistes libyens, des partenaires de l'UNESCO, des représentants du Bouclier bleu, du British Museum, du Louvre et des missions archéologiques internationales opérationnelles en Libye. Ils ont examiné la situation sur le terrain et annoncé une série de mesures visant à sauvegarder les sites culturels, prévenir le trafic illicite, protéger les musées et renforcer les institutions culturelles après la guerre civile libyenne.

La première mission d'experts de l'UNESCO en Libye a été dépêchée en décembre 2011. Cette mission a entrepris l'étude des menaces imminentes et des opportunités pour la protection du patrimoine culturel du pays, et elle a identifié, avec le Département des antiquités



Jeunes formant un bouclier humain autour de la Bibliotheca Alexandrina, février 2011.

libyen, des mesures d'urgence à adopter pour protéger les sites et les musées en danger et prévenir de nouveaux trafics illicites de biens culturels.

Principalement grâce à la vaste mobilisation de l'UNESCO, de ses partenaires et des populations locales, les dégâts sur le patrimoine culturel égyptien, tunisien et libyen ont pu être endigués. À présent, de nombreux États membres se sont engagés à soutenir un vaste ensemble d'initiatives mettant l'accent sur la protection du patrimoine culturel.

■ Feuille de route pour la démocratie et le renouveau dans le monde arabe

Une feuille de route pour la démocratie et le renouveau dans le monde arabe a été élaborée lors d'une table ronde tenue au siège de l'UNESCO en juin 2011. Cette feuille de route identifie les principes directeurs pour une action concertée de toutes les parties prenantes – nationales, régionales et internationales – dans le but de soutenir la

démocratie et surtout de l'aider à s'enraciner dans le monde arabe.

Elle met l'accent, avec l'éducation et une approche de la programmation fondée sur les droits de l'homme, sur les questions de gouvernance, de citoyenneté, de développement socio-économique et de liberté d'expression, en insistant sur la participation active des populations marginalisées, y compris les femmes et les jeunes. Les lignes de conduite et les directives liées à la démocratie dans le monde arabe, qui sont mises en avant dans ce document, se concentrent sur le triple défi de fonder, restaurer et préserver les démocraties, dans une approche reposant sur l'anticipation et la prospective.

■ Formation à la démocratie dans la sensibilité au genre

Le kit de formation sensible au genre sur la démocratie, lancé en Tunisie en 2011, est un exemple concret de la mise en œuvre de cette feuille de route. En préparation des élections tunisiennes d'octobre 2011, ce kit, à destination des 18-24 ans, a été développé de manière participative, avec le soutien d'experts nationaux et internationaux, de jeunes femmes et hommes et de représentants de la société civile.

Un manuel bilingue français et arabe a formé la base des sessions de formation, menées dans plusieurs régions de Tunisie et destinées aux étudiants, aux militants des ONG, associations et groupes de jeunes (scouts, clubs UNESCO, ONG, etc.).

Les ouvrages de l'UNESCO *Droits de l'homme, questions et réponses*, de Leah Levin, et *Démocratie, questions et réponses* de David Beetham et Kevin Boyle ont été publiés en arabe dans le but de répondre à un déficit évident de matériels de qualité dans ce domaine. Ils ont été

distribués dans les écoles et autres institutions (centres culturels, centre de jeunesse, ONG, etc.) dans les régions vulnérables, en coopération avec le gouvernement tunisien et des acteurs de la société civile.

■ L'engagement civique de la jeunesse

Même si les jeunes femmes et hommes ont un meilleur accès à l'arène politique dans la période post-Printemps arabe qu'auparavant, ils continuent à être confrontés à une transition incertaine entre l'école et l'emploi – forme majeure de marginalisation.

Comment ces sociétés peuvent-elles répondre aux besoins et aux aspirations de leur jeunesse pour une vie meilleure, pour la dignité, pour plus de justice et moins de corruption ? Comment peuvent-elles réduire le chômage pour que leurs jeunes deviennent des citoyens autonomes et économiquement productifs, et des membres actifs de leurs familles ?

Des experts gouvernementaux, des institutions universitaires et de recherche, de la société civile et des organisations de jeunes, en provenance de 14 États arabes ainsi que des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales se sont réunis à Beyrouth (Liban) en septembre 2011 pour échanger leurs expériences, les leçons apprises, des recommandations et des propositions pour explorer ensemble l'Engagement civique des jeunes, stratégie prometteuse pour faire face aux nombreux défis sociaux qui se présentent dans la région.

■ L'éthique et la démocratie en Égypte

En soutien à la transition démocratique en Égypte, un séminaire pour la jeunesse sur

l'éthique et la démocratie s'est tenu au Caire en juin 2011. Il a fourni un espace de discussion et a promu le travail en réseau de plus de 100 jeunes Égyptiens, étudiants et militants. Le séminaire a exposé les principes éthiques de base pour une société démocratique et les discussions ont identifié les défis actuels et les besoins urgents pour permettre aux jeunes d'être pleinement engagés dans la transition politique et sociale. Les participants ont demandé au système des Nations Unies de continuer ses efforts pour la formation des jeunes à l'éthique et à la démocratie, et à l'engagement politique.

■ Transition démocratique et stratégies éducatives

En Tunisie, berceau du Printemps arabe, un colloque UNESCO-UNICEF, « Transition démocratique et stratégies éducatives » (7-8 juillet) a réuni des enseignants, des experts en éducation et des citoyens en provenance d'Espagne, du Maroc, de Roumanie, de Suisse et de Tunisie. Les participants ont discuté du rôle de l'éducation dans la réussite de la transition vers la démocratie et examiné la contribution des écoles à la construction de la citoyenneté et de la démocratie. Ils ont également débattu sur les moyens de restaurer le rôle originel de l'école comme environnement de paix et d'inclusion.

Parallèlement, en Libye, l'UNESCO a répondu à la demande des nouvelles autorités du ministère de l'éducation par un soutien dans des domaines clés de la réforme dans le but d'améliorer la qualité et la pertinence du système éducatif dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels, ainsi que dans l'enseignement supérieur.

L'Organisation a signé en mai un accord de 5 millions de dollars avec le Royaume



Louise Haxthausen, coordinatrice de l'UNESCO pour les réponses aux situations de crise, interviewée par CNN à Leptis Magna, site libyen du patrimoine mondial, en octobre 2011, suite à la montée de l'inquiétude mondiale à propos du patrimoine culturel du pays.

d'Arabie saoudite pour mener des activités dans les domaines de la paix et du dialogue au Bahreïn, en Égypte, au Liban, en Libye, en Palestine, au Soudan, en Syrie, en Tunisie et au Yémen. L'objectif est de diffuser le concept de culture de paix, de dialogue, de citoyenneté et d'éducation aux valeurs, en particulier parmi les jeunes. La stratégie du projet est de façonner des styles de vie et d'aider à faire face aux défis contemporains régionaux et mondiaux ; d'encourager une meilleure compréhension interculturelle ; et d'enrichir la vie culturelle des pays participants en promouvant la diversité culturelle.

■ L'avenir

Pour continuer à renforcer ses capacités de mise en œuvre des programmes dans les pays arabes, l'UNESCO a décidé d'établir des Bureaux de projet à Tunis et à Tripoli. Ces bureaux se consacreront tout particulièrement à la réponse aux besoins et aux défis des transitions démocratiques, et aux réformes en cours dans ces pays.

La Secrétaire d'État des États-Unis Hillary Clinton lors de son discours à l'occasion du lancement du Partenariat mondial de l'UNESCO pour l'éducation des filles et des femmes. Sur la scène, la Secrétaire d'État avec la Directrice générale Irina Bokova et le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon.

© UNESCO/Ania Freindorf




Une vie meilleure
pour un meilleur
avenir
PARTENARIAT GLOBAL
POUR L'ÉDUCATION DES FILLES
ET DES FEMMES

CHAPITRE 2

Apprentissage et partage des savoirs pour la paix et le développement



Apprentissage et partage des savoirs pour la paix et le développement

L'éducation et le partage des savoirs sont au cœur du mandat de l'UNESCO et, d'ailleurs, au cœur du développement humain. 2011 fut marquée par un effort délibéré pour mobiliser des partenariats encore plus larges et plus efficaces permettant de tirer parti des connaissances et d'assurer un accès équitable aux chances d'apprentissage. Un choix des initiatives de l'Organisation est exposé ici.

■ Mener l'ordre du jour international de l'éducation

Un nouveau partenariat mondial dynamique pour l'éducation des filles et des femmes a été lancé lors d'un forum de haut niveau au siège de l'UNESCO le 26 mai, par la Directrice générale Irina Bokova, en compagnie de la Secrétaire d'État des États-Unis Hillary Rodham Clinton et du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon. Les autres personnalités internationales présentes comprenaient les premiers ministres du Bangladesh et du Mali — deux femmes — et des représentants d'Apple, de Microsoft, de Nokia et de Procter and Gamble.

« Une vie meilleure, un avenir meilleur » cherche à atteindre les adolescentes analphabètes ou semi-analphabètes et à renforcer les programmes d'alphabétisation des femmes grâce à des partenariats avec le secteur privé. L'investissement dans l'éducation des filles et des femmes offre un potentiel évident pour briser la pauvreté et atteindre la justice sociale. Pourtant, environ 39 millions de filles en âge de fréquenter le premier cycle d'études secondaires ne sont pas scolarisées, et les deux tiers des 793 millions d'adultes analphabètes

sont des femmes. Le potentiel que représentent les quelque 600 millions d'adolescentes est loin d'être exploité.

■ Alphabétisation et compétences de base pour les jeunes vulnérables

Les programmes d'alphabétisation à destination des jeunes les plus vulnérables ont été menés par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) qui a célébré son 60^e anniversaire en 2011. Quelque 70 participants du Burkina Faso, du Ghana, du Libéria, du Mali, du Nigéria, du Sénégal et de la Sierra Leone ont participé au Forum africain sur l'alphabétisation et les compétences de base pour les jeunes vulnérables organisé

Pour célébrer le 50^e anniversaire de la première mission humaine dans l'espace, l'UNESCO a accueilli en avril un forum pour discuter des utilisations pacifiques de l'espace pour la science, l'éducation et la culture. Des cosmonautes et des astronautes de différents pays étaient présents : sur la photo, Koichi Wakata (Japon), Robert B. Thirsk (Canada), Stephen L. Smith (États-Unis d'Amérique), et Michel Tognini (France).



« Il n'existe aucun obstacle infranchissable à l'égalité des genres et à l'éducation pour tous. »
Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO





La toute première Semaine de l'apprentissage nomade, organisée en partenariat avec Nokia du 12 au 16 décembre, fut consacrée à l'utilisation des technologies mobiles dans l'éducation pour soutenir les objectifs de l'Éducation pour tous (EPT).

Retour à Jomtien

Un retour symbolique de la communauté internationale à Jomtien (Thaïlande) en mars, a donné un nouvel élan au mouvement de l'EPT qui a démarré là vingt ans plus tôt. Dans la perspective de la date cible de 2015 pour atteindre les objectifs de l'EPT, les participants ont pressé les gouvernements de consacrer au moins 6 % de leur PNB à l'éducation et de s'assurer qu'il n'existait pas de compromis entre accès à l'éducation et qualité. L'importance de l'équité dans l'éducation a été également soulignée. L'UNESCO travaille avec les gouvernements, les agences de développement, la société civile, les ONG et les médias pour atteindre les objectifs de l'EPT.

en septembre à Bamako (Mali). Un forum sur le même thème, au Caire (Égypte) en décembre, a rassemblé des participants d'Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Soudan et Yémen. Les parties prenantes des deux événements ont partagé leurs expériences et analysé les politiques et les programmes permettant aux groupes vulnérables de jeunes hommes et femmes de profiter d'une alphabétisation et d'une éducation aux compétences de base.

■ ECOSOC met l'accent sur l'éducation

Un des moments clés de 2011 fut la reconnaissance générale de l'UNESCO comme chef de file mondial en matière d'éducation lors de l'Examen ministériel annuel du Segment de haut niveau ECOSOC 2011, à Genève (Suisse) au mois de juillet, qui a placé l'éducation au cœur du développement. L'Organisation a joué un rôle de chef de file pour la planification de l'événement et la préparation du rapport du Secrétaire général des Nations Unies : réalisation des objectifs convenus au niveau international et des engagements en matière d'éducation. Cet apport s'est reflété dans les messages essentiels et dans les conclusions. De nombreux orateurs ont évoqué au cours des débats les priorités et les publications de l'UNESCO et la Déclaration ministérielle comporte trois références à l'UNESCO — seule agence des Nations Unies à être mentionnée. C'était la première fois que l'ECOSOC se penchait sur l'éducation.

■ La manie des classements

Le sujet brûlant du classement des universités et son influence sur la politique de l'éducation supérieure ont été débattus lors d'un événement au siège de l'UNESCO

en mai, organisé par son forum mondial « Classements et responsabilisation dans l'enseignement supérieur : bons et mauvais usages ». Plus de 250 participants de près de 70 pays ont assisté au forum, organisé en liaison avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Banque mondiale. Des représentants de groupes de classement d'universités largement respectés et influents ont entamé une discussion animée avec des décideurs politiques et des parties prenantes de l'éducation supérieure à propos des mérites et des défauts des classements, et de l'usage qui en est fait. Les participants ont également examiné des outils de responsabilisation pour l'éducation supérieure.

■ Les effets dévastateurs des conflits armés sur l'éducation

L'édition 2011 du *Rapport mondial de suivi de l'EPT, La crise cachée : les conflits armés et l'éducation*, a été lancée à l'université de Columbia (New York) le 1^{er} mars, par un panel comportant deux anciens chefs d'État et la Directrice générale de l'UNESCO. Plus de 500 personnes ont assisté à l'événement qui fut également diffusé sur le Web. Ce rapport annuel influent joue un rôle crucial dans l'apport de données nouvelles et dans le soutien aux engagements en faveur de l'Éducation pour tous.

Le rapport de 2011 documente les effets dévastateurs des conflits armés sur l'éducation et examine les multiples violations des droits humains excluant les enfants de l'école. Son impact a été considérable, notamment avec l'adoption de la Résolution 1998 du Conseil de sécurité des Nations Unies en juillet 2011. Fondée sur les principales recommandations

du rapport, la résolution reconnaît les attaques contre les écoles comme de graves violations des droits de l'homme.

Plus de 50 pays et territoires ont organisé des lancements du rapport, traduit dans les six langues officielles des Nations Unies.

Le résumé est également traduit dans d'autres langues nationales comme l'allemand, le bangla, le coréen, l'hindi, le japonais et le portugais. Dans les neuf mois qui ont suivi sa publication, le rapport a été téléchargé environ 40 000 fois sur le site Internet de l'UNESCO. En

outre, plus de 20 000 exemplaires du rapport, près de 17 000 exemplaires du résumé et 2 900 exemplaires des aperçus régionaux ont été imprimés et distribués.

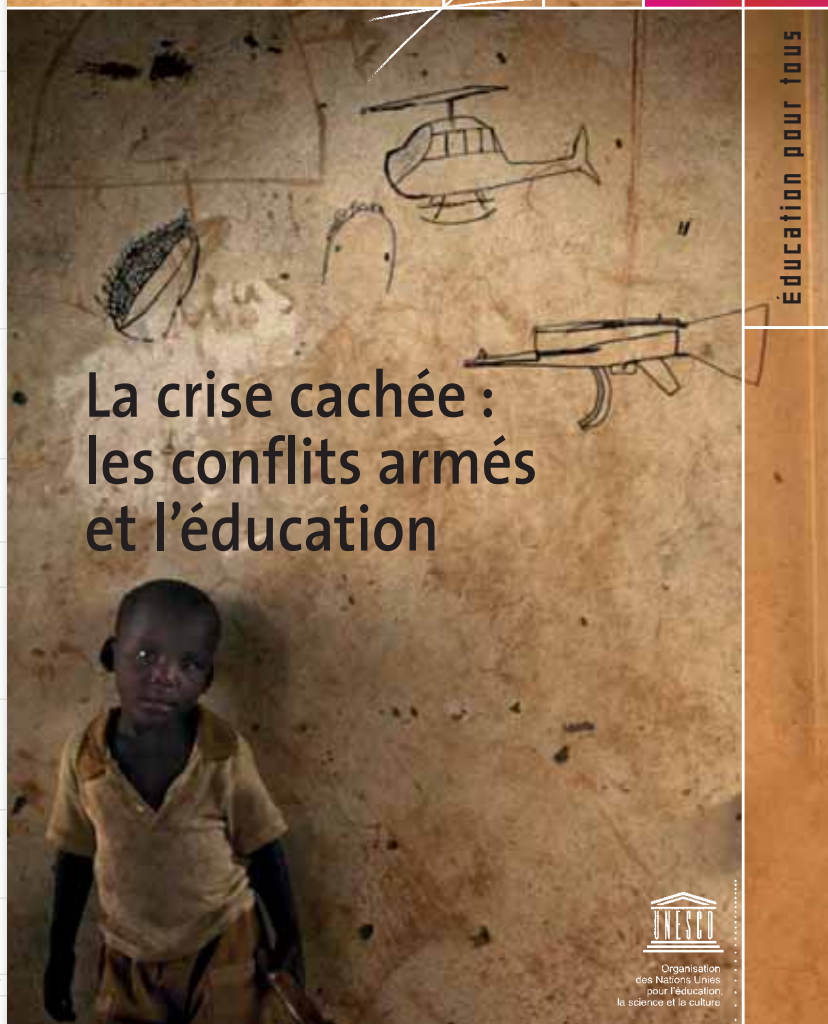
■ Tracer les progrès avec l'ISU

La demande de données exactes et politiquement pertinentes n'a jamais été aussi importante. Pour y répondre, l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) a développé des projets et des programmes tout au long de 2011 pour élargir la portée de ses bases de données tout en améliorant la qualité et l'utilisation des statistiques. Aujourd'hui, plus de 30 pays d'Afrique subsaharienne ont fourni des données sur leurs installations scolaires, qui prennent en compte la qualité de l'éducation. L'ISU analyse les résultats d'une enquête pilote conduite dans 18 pays sur le rôle du secteur privé dans l'innovation et, au niveau du terrain, l'ISU et des équipes nationales examinent également les résultats de la première grande enquête du Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation, conçu pour mesurer la gamme complète des compétences en alphabétisation dans des pays situés à différents niveaux de développement.

Travaillant en collaboration avec l'UNICEF, l'ISU fournit une formation et un soutien technique à 26 pays qui participent à une initiative mondiale dans le but de réduire le nombre d'enfants non scolarisés, programme visant à accélérer les efforts vers l'éducation primaire universelle.

Quelque 40 000 téléchargements du Rapport mondial de suivi de l'EPT 2011 ont été opérés dans les neuf premiers mois suivant sa publication.

Rapport mondial de suivi sur l'EPT	2	0	1	1
------------------------------------	---	---	---	---



La crise cachée : les conflits armés et l'éducation

Éducation pour tous

UNESCO
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

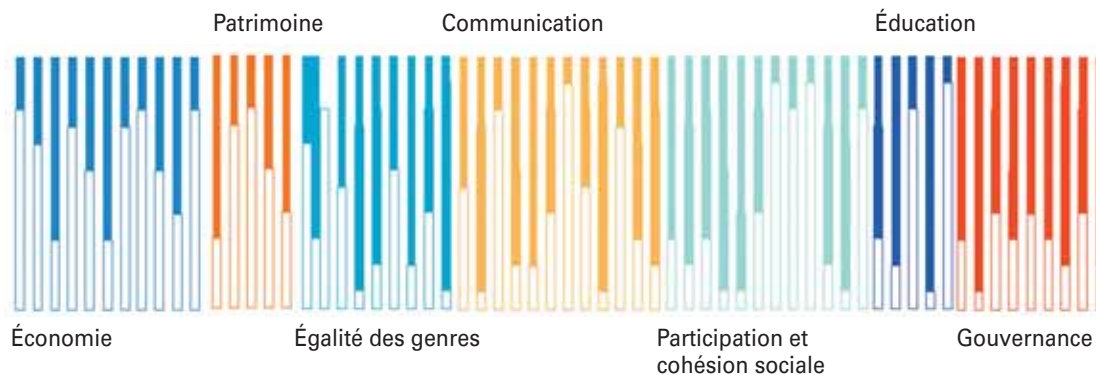
Mesurer l'ADN de la culture et du développement

La Batterie d'indicateurs de l'UNESCO de la culture pour le développement offre aux décideurs politiques une vue d'ensemble fondée sur des preuves de la contribution de la culture au développement, grâce à des données quantitatives démontrant comment et pourquoi la culture est importante pour le développement durable.

Ces indicateurs sont un des outils opérationnels de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Ils passent en revue sept dimensions – l'économie, la participation et la cohésion sociale, l'éducation, la gouvernance, l'égalité des genres, le patrimoine culturel et la communication – qui, quand on croise leur analyse, génèrent des visions sans précédent de l'« ADN de la culture et du développement » des pays.

Soutenu par le gouvernement espagnol, cet outil est entré dans sa première phase opérationnelle en mars 2011 dans six pays : Bosnie-Herzégovine, Colombie, Costa Rica, Ghana, Uruguay et Viet Nam. La méthode participative au niveau national a rassemblé pour la première fois des parties prenantes telles que des représentants des ministères de l'économie et de l'industrie, des instituts de recherche et des agences nationales de statistiques. Ils ont discuté des moyens de maximiser l'impact de la culture sur le développement.

Les résultats de 2011 ont prouvé que les indicateurs étaient un outil de grande valeur, approprié à la période. Le projet a attiré l'attention des décideurs politiques au plus haut niveau et a nourri leurs politiques de développement et encouragé les futurs investissements dans les statistiques culturelles.



En 2011, les États membres ont adopté la proposition de l'ISU de réviser la Classification internationale type de l'éducation de façon à améliorer la comparabilité inter-pays des données, ce qui est essentiel pour suivre les progrès vers les objectifs de l'éducation.

■ Éducation secondaire : le prochain défi d'envergure

Selon la *Recueil de données mondiales sur l'éducation 2011*, publié par l'ISU, un enfant en fin de primaire a, au mieux, 75 % de chances d'opérer la transition

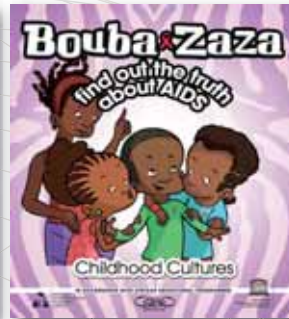
vers le premier cycle d'enseignement secondaire dans environ 20 pays du monde. L'écrasante majorité de ces enfants vivent en Afrique subsaharienne. Le recueil montre que les établissements secondaires accueillent presque cent millions d'enfants supplémentaires tous les dix ans, le nombre total ayant progressé de 60 % entre 1990 et 2009. Les filles sont en butte à de plus grands obstacles à mesure que le fossé du genre s'élargit dans la région.

Le recueil, publié chaque année, présente une large gamme d'indicateurs permettant de comparer les pays et couvrant les domaines de l'éducation

préprimaire jusqu'à l'éducation postsecondaire et supérieure.

■ Données complètes sur les systèmes éducatifs en Asie-Pacifique

L'UNESCO a rendu publique en ligne le 21 décembre sa première série de Profils des systèmes d'éducation en Asie-Pacifique. Ils couvrent 15 pays de la région Asie-Pacifique : Cambodge, Kazakhstan, Kiribati, Kirghizistan, République démocratique populaire lao, Mongolie, Népal, Pakistan, Philippines,



La collection de livres Bouba et Zaza répond au lourd déficit de livres destinés aux enfants africains. Une étude menée en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Sierra Leone et au Togo montre que les enfants de 0 à 4 ans ne disposent d'aucun livre à la maison, surtout dans les régions rurales. Douze livres ont été publiés en anglais et en français ; des versions en kiswahili et en portugais sont prévues. La collection est également en cours d'adaptation en films éducatifs sur DVD.

Iles Salomon, Tadjikistan, Thaïlande, Tuvalu, Vanuatu et Viet Nam. Ils offrent non seulement un point de référence pour des statistiques clés et des points systémiques mais aussi une analyse de substance sur les défis de développement et les priorités politiques. On espère que les profils couvriront bientôt toute la région Asie-Pacifique.

■ Soutien à la politique et à la planification en éducation

Dans le cadre de son mandat qui comprend le soutien à la politique et à la planification pour l'ensemble de l'éducation, l'UNESCO et son Institut international de planification de l'éducation (IIEP) ont contribué à la modernisation des systèmes éducatifs en Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Éthiopie, à Haïti et au Mali, dans le cadre du programme de Renforcement des capacités en faveur de l'Éducation pour tous, et ont mené des programmes régionaux. Les résultats ont comporté, pour l'Éthiopie, l'achèvement d'un plan d'éducation stratégique qui est approuvé au niveau national, techniquement sain et soutenu par les politiciens et les médias. En République

démocratique du Congo, l'aide a porté sur la décentralisation du système d'information sur la gestion de l'éducation, pour assurer que le secteur de l'éducation obtienne davantage de ressources nationales et pour former les membres du ministère à la planification en éducation. En République démocratique populaire lao, l'aide a consisté à soutenir le gouvernement dans le développement d'un programme national d'équivalences dans l'éducation primaire, piloté à travers une approche d'enseignement nomade. Des plans ont été mis au point dans le but de soutenir trois centres sous-régionaux dans les États arabes, avec formation des enseignants et amélioration de la gestion des connaissances et de la stratégie.

■ Ressources éducatives libres

L'UNESCO a lancé en novembre 2011 sa plate-forme de Ressources éducatives libres (REL). Les REL sont des matériels d'enseignement, d'apprentissage ou de recherche dans le domaine public ou publiés avec une licence de propriété intellectuelle permettant un usage, une adaptation et une diffusion libres. La nouvelle plate-forme permet aux enseignants, aux apprenants et

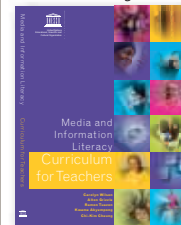
aux professionnels de l'éducation de copier, d'adapter et de partager librement une sélection de publications de l'UNESCO.

Le modèle de cursus pour la formation au journalisme a été le premier document à être placé sur cette plate-forme. Le cursus a été adapté avec succès par plus de 60 écoles universitaires de journalisme dans plus de 50 pays. L'école Polytechnique de Namibie et l'Université de Namibie ont été les premiers à accepter de partager leurs adaptations sur

La maîtrise des médias et de l'information

Une étape importante vers le renforcement des capacités des enseignants dans le domaine de la maîtrise des médias et de l'information a été le lancement, en juillet, de *Media and Information Literacy Curriculum for Teachers* (Programme pour la maîtrise des médias et de l'information à destination des enseignants), outil novateur qui illustre la convergence de la radio, de la télévision, de l'Internet, des journaux, des livres, des archives digitales et des bibliothèques. L'UNESCO a ouvert la voie à la fusion de la maîtrise des médias et de l'information en un seul concept composite en conformité avec ce courant.

À travers plusieurs ateliers nationaux et régionaux en 2011, ce programme a permis de former plus de 250 éducateurs dans 80 institutions de formation des enseignants de 35 pays.





© UNESCO/ B. Desrus

Élèves de l'école secondaire Supiri à Juba (Soudan du Sud). Avec l'aide de l'UNESCO, le gouvernement du Soudan du Sud met en œuvre des réformes clés, notamment la standardisation du curriculum et des programmes de transition, et la rationalisation des salaires du secteur public.

la plate-forme qui permet aux utilisateurs de chercher, comparer et choisir le matériel le plus pertinent, afin de construire, puis partager, leur propre version. Le processus est intitulé « Trouver, comparer, construire et partager ».

■ Coopération Sud-Sud à Buenos Aires

Un programme de formation de haut niveau s'est tenu à l'IIPE-UNESCO de Buenos Aires (Argentine) de juillet à novembre, à l'intention de 22 administrateurs de l'éducation en provenance d'Amérique latine, des Caraïbes et de pays africains hispanophones et lusophones. Les participants sont venus d'Angola, d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, d'Équateur, de Guinée-Bissau, de Guinée équatoriale, du Mexique, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay. Excellent exemple de coopération Sud-Sud, cette formation a proposé une perspective comparative des problèmes et des politiques de l'éducation, et des formations aux compétences permettant d'utiliser les indicateurs économiques, sociaux et pédagogiques, et les systèmes d'information pour la planification. Les participants ont progressé dans leur capacité à saisir le secteur de l'éducation dans toute sa diversité et à incorporer et appliquer des concepts et des outils de base dans l'analyse, la formulation, la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et des plans de l'éducation.

Construction de la nation grâce à l'éducation au Soudan du Sud

La République du Soudan du Sud est devenu le plus jeune pays du monde le 9 juillet. L'éducation est son premier outil de construction de la nation. À la demande du ministère de l'éducation du Soudan du Sud, l'IIPE de l'UNESCO et l'UNICEF ont fourni une aide technique pour le développement d'un Plan stratégique pour le secteur de l'éducation.

Le gouvernement du nouveau pays veut standardiser le curriculum et les programmes de l'école primaire et rationaliser les salaires du secteur public.

Le *Rapport mondial de suivi de l'EPT* de l'UNESCO offre une vue de l'éducation au Soudan du Sud dans un document d'orientation lancé le 21 juin dans la capitale Abuja. Bien que plus d'un million d'enfants en âge du primaire ne soient pas scolarisés et que l'inscription dans le secondaire soit la plus basse du monde, le Soudan du Sud a fait des progrès dans le domaine de l'éducation depuis l'établissement de la paix en 2005. L'IIPE a également contribué à la formation de professionnels de l'éducation du Soudan du Sud. Beaucoup de ces planificateurs occupent désormais des positions clés dans le domaine de l'éducation et ont pris une part active à la construction de la nation.

■ Les enseignants pour l'égalité des genres

En prévision de la Journée mondiale des enseignants 2011 (9 octobre) dont le thème était « Les enseignants et l'égalité des genres », l'UNESCO a organisé une consultation en ligne pendant tout le mois de septembre, qui a attiré plus de 2 000 visites sur le site et plus de 350 participants actifs. La consultation Facebook de l'UNESCO a été multipliée par six, atteignant 1 300 pages vues le 5 octobre, quand Qian Tang, Sous-Directeur général pour l'éducation est intervenu sur la Journée mondiale des enseignants dans le monde dans un Harvard EdCast.

Women and the Teaching Profession: Exploring the Feminisation Debate (Les femmes et l'enseignement : débat sur la féminisation dans l'enseignement), analyse multipays de l'UNESCO et du Secrétariat du Commonwealth, a été publiée au bon moment pour nourrir les débats de la Journée mondiale des enseignants au siège de l'UNESCO. L'étude explore la question de la féminisation à l'aide de conclusions provenant de la Dominique, de l'Inde, du Lesotho, de Samoa et du Sri Lanka.

■ Lancement de la stratégie pour les professeurs en Amérique latine et Caraïbes

L'UNESCO pilote la conception de politiques publiques pour les enseignants en Amérique latine et dans les Caraïbes, au sein de la nouvelle Stratégie régionale des enseignants pour l'EPT, lancée en juin 2011. Les syndicats d'enseignants, des représentants officiels des universités et des ministères de l'éducation de huit pays (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Guatemala, Mexique, Pérou, Trinité-et-Tobago)



ont participé aux discussions sur les directives et les critères de prise de décision inclusive.

■ Programme de leadership pour 10 000 provideurs

L'UNESCO et la Fondation Varkey GEMS se sont engagées le 22 septembre à mettre en place un ambitieux programme qui sera mené pendant quatre ans au Kenya, au Ghana et en Inde. Annoncé par le Président Bill Clinton lors de la réunion annuelle de la Clinton Global Initiative en présence de la Directrice générale Irina Bokova, le programme aura des effets multiplicateurs qui bénéficieront à des milliers d'enseignants et à plus de 10 millions d'enfants.

■ La revue des femmes philosophes

Le premier numéro de la *Revue des femmes philosophes*, intitulé « La quadrature du cercle », a été lancé le 17 novembre au siège de l'UNESCO par le Réseau international des femmes philosophes, au cours de la célébration de la Journée mondiale de la philosophie. Publiés en français et en anglais,

Ce rapport 2011 de l'ISU présente des données sur le financement de l'éducation dans 45 pays d'Afrique subsaharienne et introduit de nouveaux indicateurs sur des questions d'importance comme la qualification et le salaire des enseignants, les coûts de fonctionnement des écoles et les fournitures de manuels.

ses articles écrits par des femmes philosophes traitent de questions fondamentales et actuelles du domaine du travail intellectuel et de son impact social : égalité des genres, droits humains et universalité, dialogue interculturel et politique centré sur la communauté.

■ CLIC : nouvel outil pour les décideurs politiques

L'outil en ligne de recherche pour les politiques du programme MOST a été considérablement amélioré en décembre — et rebaptisé CLIC — avec le soutien de l'Open University (Royaume-Uni). Il permet de produire des rapports politiques comparatifs sur certains thèmes, régions géographiques ou populations cibles et offre une gamme de nouvelles fonctionnalités, allant de la revue par les pairs en ligne — pour une publication électronique des contributions scientifiques plus équilibrée entre le Nord et le Sud — à des possibilités améliorées de conférences virtuelles.

■ Le partage des connaissances en sciences, technologie et innovation

Le partage des connaissances en sciences, technologie et innovation (STI), développement durable et sciences de l'environnement est un moyen important pour soutenir ces moteurs du progrès économique et social.

En juillet, l'UNESCO a lancé le Programme mondial d'évaluation des sciences, de la technologie et de l'innovation, pour améliorer et élargir la portée des évaluations et des indicateurs de STI – stratégiques pour la planification nationale – et discuter des courants émergents et des relations entre la connaissance, le changement technologique et le développement social et économique.

L'UNESCO a également commencé à répandre au niveau mondial la Plate-forme d'information pour la politique scientifique, développée à l'origine par le Bureau régional pour la science en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce système d'information fondé sur l'Internet présente une information mise à jour et complète sur les politiques et les meilleures pratiques de STI. Il est suivi et mis

à jour par un réseau de points focaux dans les pays qui se sont approprié le système.

■ Suivre les pratiques novatrices

Plus de 100 professeurs de sciences et spécialistes d'éducation scientifique provenant de sept pays ont participé à un



atelier régional à Montevideo (Uruguay) en décembre, organisé par l'UNESCO et le ministère uruguayen de l'éducation et de la culture. Il en est résulté une base de données de pratiques novatrices dans le domaine de l'éducation scientifique en Amérique latine et dans les Caraïbes à tous les niveaux, qui sera disponible à l'adresse www.unesco.org.uy. La perspective du genre a été également mise en valeur par la Chaire UNESCO Femmes, sciences et technologie.

Maîtriser les connaissances scientifiques a été également l'objectif du Réseau africain d'institutions scientifiques et technologiques (ANSTI) et de l'UNESCO qui ont rassemblé des universités, des centres de recherche et le secteur privé pour mettre en commun des ressources visant à renforcer les capacités par la formation, des petites subventions, des échanges et des événements scientifiques. À Johannesburg, la Conférence sud-africaine des vice-chanceliers et des doyens en sciences et technologie s'est réunie sur le thème « Maîtriser les innovations africaines en sciences, ingénierie et technologie pour le développement durable : le rôle des universités », pour discuter de la manière de tirer profit de la capacité africaine en recherche et innovation afin de générer de nouveaux produits, procédés et marchés.

Le programme intitulé « L'alphabétisation pour autonomiser la police afghane » a été lancé en juin et vise à améliorer les niveaux d'alphabétisation de 3 000 officiers de la police nationale afghane dans la capitale et les provinces, pour contribuer au progrès de la paix et de la sécurité en Afghanistan.

« Vers des sociétés vertes : équité, inclusion et participation » était cette année le thème de la Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement. La célébration de 2011 est un exemple des efforts de l'UNESCO pour le soutien au programme de Rio+20 et de son engagement à promouvoir des « sociétés vertes ».

■ Réseaux scientifiques pour les économies vertes

Dans la région Asie-Pacifique, l'UNESCO a soutenu CONNECT-Asia (Collaboration pour l'éducation, la culture, la technologie et la science optimisée par les réseaux), groupe de réseaux TIC d'universités, de centres de recherche et d'instituts nationaux, sous-régionaux et régionaux qui contribue activement à l'amélioration de l'éducation et de la recherche en Asie et dans le Pacifique grâce aux technologies de l'information et de la communication. L'événement le plus récent, et le plus important, de CONNECT-Asia a été le séminaire « Construire une société verte » qui s'est tenu en novembre 2011 et qui a connecté de grands experts dans le monde entier pour discuter les défis et les chances du progrès vers une société verte.

Dans le but de renforcer les capacités et de partager les connaissances sur les énergies renouvelables pour le développement durable, une formation et un séminaire d'experts se sont tenus au Bureau multipays de l'UNESCO à Moscou en collaboration avec le Centre international de l'énergie pour le développement durable (ISEDC). Le séminaire a suscité la création d'une plate-forme pour le partage de l'expérience, le transfert des connaissances et le travail en réseau entre les chaires UNESCO qui travaillent sur les énergies renouvelables.



© UNESCO/Pilar Chiang-Joo

Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement

La Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement, célébrée dans le monde entier le 10 novembre, souligne le rôle de la science dans la construction de sociétés prospères, socialement justes et pacifiques. En 2011, le thème était « Vers des sociétés vertes : équité, inclusion et participation ».

En Europe du Sud-Est, le Bureau de l'UNESCO à Venise a organisé en septembre l'université d'été régionale sur les énergies renouvelables et la gouvernance pour l'efficacité énergétique, qui s'est consacrée aux aspects sociétaux et a cherché à améliorer le renforcement des capacités régionales pour

L'Oréal-UNESCO

En 2011, comme les années précédentes, cinq femmes scientifiques d'exception — une par continent — ont reçu le Prix L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science, pour l'apport de leurs recherches, la force de leur engagement et leur impact sur la société. Une Bourse spéciale, « Sur les traces de Marie Curie », a récompensé une ancienne boursière pour marquer le 100^e anniversaire du Prix Nobel de chimie de Marie Curie. Des bourses internationales L'Oréal-UNESCO ont été attribuées à 15 autres femmes scientifiques doctorantes ou post-doctorantes pour leurs contributions exceptionnelles à l'avancement du développement des sciences de la matière et des sciences physiques.

l'atténuation du changement climatique, en encourageant les échanges entre chercheurs. Le travail d'équipe et les études de terrain ont été suivis par un voyage d'étude de trois jours centré, entre autres, sur la gestion des déchets et la production de biogaz.

■ Projecteur sur la science et le progrès social

Le Forum mondial sur la science s'est déroulé en novembre à Budapest (Hongrie). Cet événement bisannuel a été fréquenté par 700 participants provenant de 108 pays. C'est une référence mondiale, une plate-forme unique d'échange et de réflexion sur la science entre parlementaires, scientifiques de tous âges, décideurs politiques, communicateurs scientifiques et membres de la société civile. La Déclaration sur l'ère nouvelle de la science appelle à un engagement renouvelé de toutes les parties prenantes à la promotion des femmes dans les sciences et à de nouvelles et efficaces politiques scientifiques aux niveaux national, régional et mondial pour assurer que la science participe pleinement au progrès social.

■ L'eau : partager l'information scientifique

Un dépôt de données vivantes de la biodiversité marine, fondé sur le remarquable Recensement de la vie marine (COML), a été mis au point par la Commission océanographique intergouvernementale (COI) et l'Échange international des données et de l'information océanographiques (IODE).

Le Programme hydrologique international (PHI) a réuni un groupe politique en avril, rassemblant des experts techniques et des parlementaires de Djibouti, d'Éthiopie, d'Ouganda, de Somalie et du Soudan, pour examiner la gestion des ressources en eau partagées. Ils ont présenté des plans pour améliorer la cartographie des aquifères transfrontaliers dans leur région et adapter à la région les articles de la Loi internationale des aquifères transfrontaliers.

■ Repenser le développement

Une conférence de deux jours, intitulée « Repenser le développement : éthique et inclusion sociale », a rassemblé 15 experts internationaux en août 2011 à Mexico. Son objectif était de chercher des moyens de dépasser les approches purement économiques et techniques du développement et d'aller vers des sociétés plus démocratiques, durables du point de vue environnemental, socialement justes et culturellement diverses. Organisée avec le gouvernement mexicain, cette conférence a fourni un cadre de réflexion aux communautés universitaires, militantes et politiques.

Justine Germa Nzweundji (Cameroun), l'une des lauréates des Bourses 2011 L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science. Mme Nzweundji a été récompensée pour sa recherche remarquable en biotechnologie des plantes.





Le Bureau de l'UNESCO à Almaty, en coopération avec le PNUD et l'Institut de géographie du Kazakhstan, a organisé en août une session de formation à destination de jeunes spécialistes de la région d'Asie centrale sur les méthodes de suivi de bilan de masse des glaciers et sur les impacts du changement climatique.

© Bureau de l'UNESCO à Almaty



CHAPITRE 3

Les sciences pour la planète et les océans



Les sciences pour la planète et les océans

Les sciences nous fournissent des connaissances, des outils et des compétences décisives pour résoudre les défis mondiaux : le changement climatique, le nombre croissant de catastrophes naturelles, la perte de biodiversité, la dégradation de l'environnement terrestre et marin, et l'incertitude économique.

■ Année internationale de la chimie

L'Année internationale de la chimie 2011 a été organisée par l'UNESCO, à la demande des Nations Unies, en collaboration avec l'Union Internationale de Chimie Pure et Appliquée (IUPAC), sur le thème « La chimie : notre vie, notre avenir ». L'année a été lancée en janvier au siège de l'UNESCO avec 900 participants dont quatre Prix Nobel. Deux films courts ont été projetés. *Les femmes partagent un moment chimique* retrace l'initiative de connexion de plus de 5 000 femmes scientifiques dans 44 pays. Le second film, l'intention du public jeune, *La chimie : c'est toi !*, a été produit en 14 langues et distribué lors d'événements divers dans le monde.

L'expérience mondiale, « Eau : une solution chimique », a été le point fort des événements de l'année. Lancée en Afrique du Sud lors de la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars, l'expérience a été suivie par 45 000 étudiants de 80 pays, qui ont téléchargé leurs résultats sur un site Internet dédié, faisant de cet événement la plus grande expérience de chimie jamais menée. Pour soutenir les écoles participantes dépourvues de laboratoires, l'UNESCO et l'IUPAC ont fourni des kits d'expériences à 33 pays en développement.

La première mondiale de l'opéra *Madame Curie* d'Elżbieta Sikora a eu lieu en novembre au siège de l'UNESCO et a mis en valeur les réussites exceptionnelles de Maria Skłodowska Curie, à l'occasion du 100^e anniversaire de son Prix Nobel de chimie.

■ Panel sur la science et le développement durable

La première réunion du Haut panel sur la science et le développement durable a eu lieu à Paris en septembre 2011. Créé par la Directrice générale, le panel rassemble un groupe d'experts scientifiques distingués en vue d'aider l'Organisation à préciser sa vision pour les sciences et d'identifier les courants internationaux émergents et les nouveaux partenariats. Les sujets discutés incluent la découverte scientifique fortement orientée sur les données, la connexion entre climat, eau et énergie, l'importance cruciale de l'éducation supérieure dans le renforcement des capacités, et la demande publique pour que les gouvernements soient tenus responsables de la gestion des risques en ce qui concerne les catastrophes naturelles.



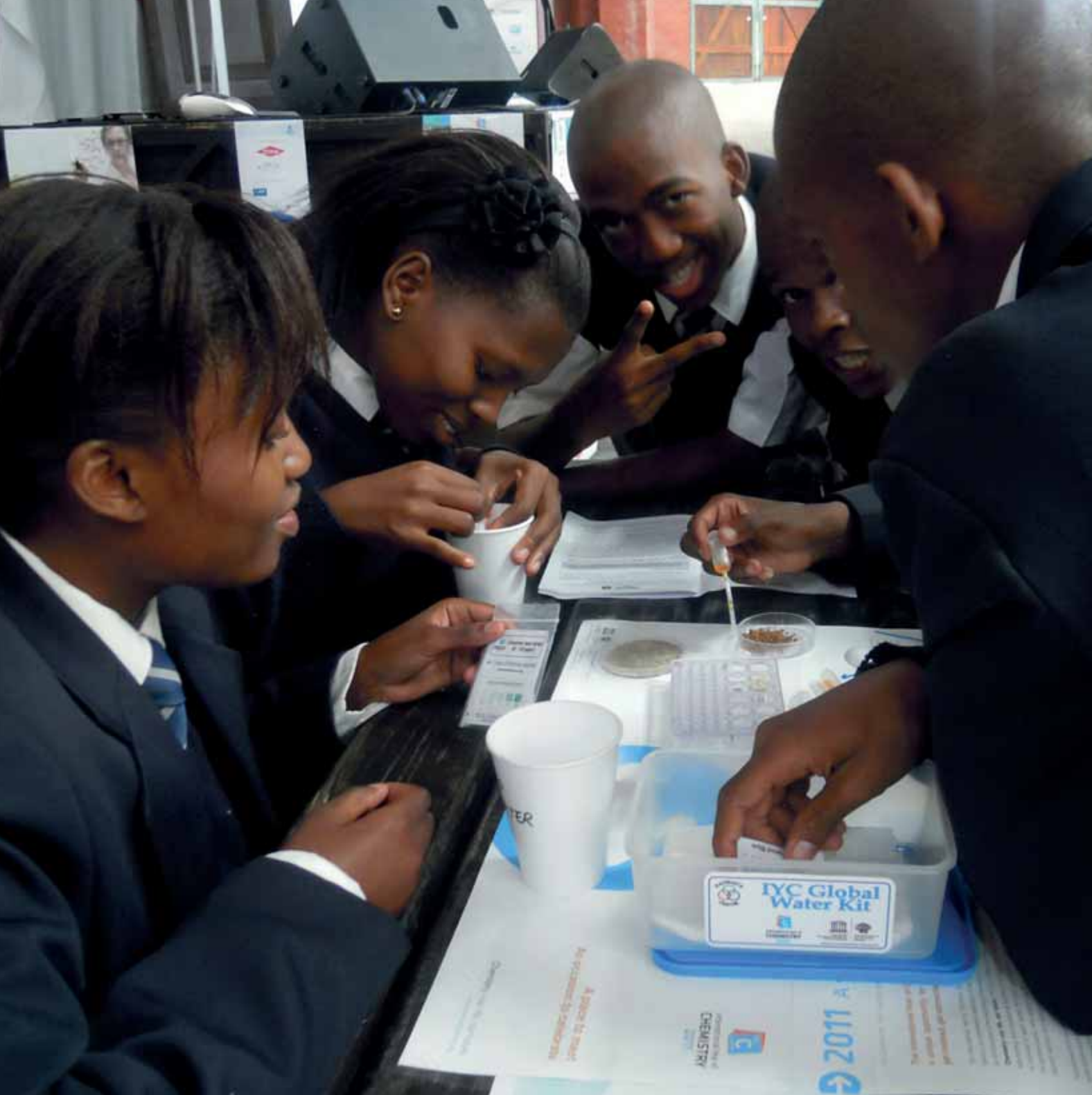
■ Libre accès à l'information scientifique

Dans une tentative de promouvoir le libre accès à l'information scientifique et d'aider les décideurs politiques à développer des politiques et des initiatives de libre accès, l'UNESCO a lancé le Global Open Access Portal (GOAP) pendant la 36^e session de la Conférence générale.

Le portail identifie les politiques et initiatives d'accès libre dans le monde et permet aux décideurs politiques de prendre des décisions mieux documentées, en étudiant les facteurs critiques de succès des pays qui ont appliqué des pratiques de libre accès.

Étudiants participant au lancement de l'Expérience mondiale de l'eau pendant le Big Splash au Cap (Afrique du Sud) lors de la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars 2011.

© R. Sigamoney



IYC Global Water Kit

2011

CHEMISTRY

*A guide to the
experiment kit*



La sous-commission de la COI pour l'Afrique et les États insulaires adjacents a été créée pour faciliter la coordination entre les États membres de la région en développant et en appliquant les programmes de la COI comprenant la recherche marine et le développement des capacités.

■ Rio+20

Tout au long de 2011, l'UNESCO a développé des messages d'action clés sur le développement durable, en préparation du Sommet de juin 2012 Rio+20, en s'appuyant sur l'interdisciplinarité de son mandat. Élargissant la notion d'économies vertes pour plaider pour des sociétés vertes équitables et inclusives, l'UNESCO veut démontrer que le développement durable ne peut être atteint qu'à travers l'éducation et la mobilisation de la science, de la technologie et de l'innovation – y compris la science des océans, de l'eau douce et de la biodiversité, l'amélioration de la préparation aux catastrophes, et l'atténuation et la gestion du changement climatique – en utilisant la culture comme moteur du développement durable et en mobilisant les médias pour améliorer la prise de conscience.

L'UNESCO et le Conseil international pour la science ont organisé à travers le

monde cinq ateliers régionaux pour préparer un apport concerté de la communauté scientifique à Rio+20. Les ateliers ont inclus les principaux groupes sociaux, de façon à établir un dialogue scientifique à plusieurs parties prenantes au niveau régional. Ils ont également insisté sur le besoin de renforcer les liens science-politiques à tous les niveaux de la prise de décision.

La Commission océanique intergouvernementale (COI) est un acteur clé de la promotion d'un développement durable global et est accréditée directement à la conférence de Rio. La COI a œuvré tout au long de 2011 pour que les questions relatives aux océans soient fortement inscrites à l'ordre du jour de Rio+20. La COI a aussi lancé le *Plan pour la durabilité de l'océan et des zones côtières* à la 36^e session de la Conférence générale de l'UNESCO. Réalisé en collaboration avec le PNUD, l'OMI et la FAO, le rapport s'appuie sur des consultations avec des parties prenantes clés et développe dix propositions pour la durabilité de l'océan. L'acidification de l'océan, la protection des habitats côtiers, la construction de sociétés vertes dans les Petits États insulaires en développement (PEID), et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines d'observation et de recherche permanentes sont d'une pertinence particulière pour le travail de la COI.

Des économies vertes aux sociétés vertes inclut la feuille de route de l'UNESCO pour Rio+20.



■ Faire face aux menaces envers l'océan

En 2011, la COI a mené une sensibilisation sur l'acidification de l'océan, résultat de l'augmentation des niveaux de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère et de son absorption par les océans qui affecte négativement les plantes et les animaux marins. Dans cette ligne, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et la COI ont organisé une réunion d'experts pour étudier les impacts de l'acidification de l'océan sur la biodiversité marine et côtière.

En outre, la destruction des écosystèmes de carbone côtiers tels que les mangroves, les algues et les marais salants conduit rapidement et pour longtemps à l'augmentation des émissions de CO₂ – le carbone bleu – dans les océans et l'atmosphère. La COI a travaillé avec Conservation International et l'Union internationale pour la conservation de la nature au développement de l'initiative internationale Carbone bleu qui élabore des outils et des compétences scientifiques, politiques, de gestion et de conservation pour assurer que les écosystèmes côtiers marins continuent de capturer et de piéger le carbone.

On dispose de très peu de connaissances sur les effets de l'augmentation des niveaux sonores dans les océans sur le comportement des animaux. Dans le but d'éviter une réglementation excessive du trafic océanique commercial, le Comité scientifique sur les recherches océaniques (SCOR), le Partenariat pour l'observation des océans du monde et la COI ont réuni des représentants du monde industriel et plusieurs des experts internationaux majeurs dans le domaine de l'acoustique de l'océan et du comportement des animaux marins, pour explorer l'utilité d'une Expérience internationale de l'océan tranquille

qui permettrait de rechercher comment les effets nocifs du bruit dans l'océan peuvent être évités.

Les proliférations d'algues nuisibles peuvent causer des pertes massives de poissons, contaminer les fruits de mer avec des toxines et altérer les écosystèmes. La COI, avec l'aide du Danemark et de l'Espagne, soutient le renforcement des compétences pour développer des politiques de recherche sur les algues nuisibles, la gestion spatiale côtière, l'aquaculture, les pêcheries et le changement climatique. En 2011, le programme Écologie et océanographie mondiales des proliférations d'algues nuisibles de la COI et du SCOR a apporté une contribution d'importance en développant des procédures d'observation et de gestion.

Le programme Planification spatiale marine (MSP) a reçu une troisième subvention de la Fondation Moore pour développer des directives sur le suivi et l'évaluation de la MSP. Ce projet de deux ans analysera, documentera et synthétisera les leçons tirées des exemples internationaux de bonnes pratiques. Un guide d'adaptation produit pour et par des experts côtiers africains a été publié en décembre 2011.

■ Réduire les risques marins : systèmes d'alerte aux tsunamis

Quand un tremblement de terre de magnitude 9,0 a frappé en mars la côte pacifique du Japon, déclenchant un immense tsunami, le Système d'alerte aux tsunamis du Pacifique, coordonné par la COI, a joué son rôle, conformément aux attentes. Cependant on a déploré de nombreuses pertes humaines et d'énormes dégâts dans les biens et les moyens de subsistance. Cet événement a souligné le

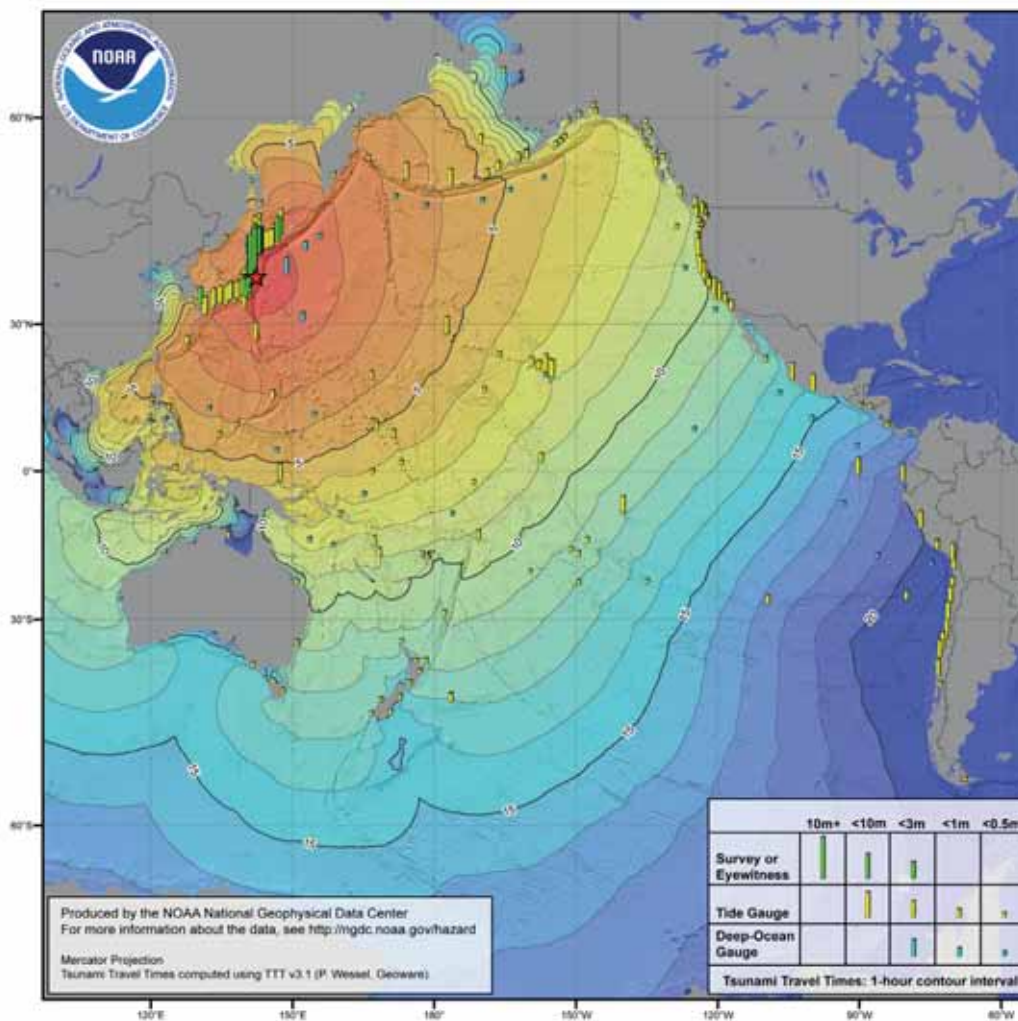
besoin d'améliorer encore les systèmes d'alerte aux tsunamis et d'augmenter la préparation.

Depuis le tsunami dans l'océan Indien de décembre 2004, la COI a joué un rôle majeur dans la supervision du développement du Système d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets dans l'océan Indien. Le 12 octobre 2011, les trois nouveaux fournisseurs de services régionaux ont commencé leur travail – en Australie, Inde et Indonésie – suite à un exercice d'alerte au tsunami dans tout l'océan Indien.

Cet événement a marqué l'apogée de six ans de coopération intergouvernementale et est un jalon vers l'appropriation nationale du système. C'est une réussite dont la COI est fière.

Le tsunami du 11 mars 2011 : hauteurs d'eaux observées et calculs du temps de progression du tsunami.

© NOAA National Geography Data Center



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Commission
océanographique
intergouvernementale

■ Développement de partenariats pour préserver les océans

Pour faciliter le déploiement des instruments d'observation des océans, le Système d'observation globale des océans, coordonné par la COI, s'est engagé dans des partenariats avec des navires marchands, des paquebots et la communauté navigante, afin d'aider à la collecte de données, particulièrement dans des zones peu fréquentées de l'océan. Un atelier « Océan intelligent/Industries intelligentes », co-financé par la COI, la Commission technique jointe pour l'océanographie et la météorologie marine (JCOMM) et le Conseil mondial des océans a cherché à faire participer les navires de commerce, les plates-formes pétrolières et autres ressources industrielles aux divers aspects de l'observation des océans.

La COI a intensifié ses efforts pour trouver de nouveaux partenaires aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public. Les projets comprennent la collaboration avec la Fondation

Multi One Attitude et sa campagne de « Course pour l'eau » visant à sensibiliser les populations sur les questions de la préservation de l'océan et de la durabilité de l'eau douce.

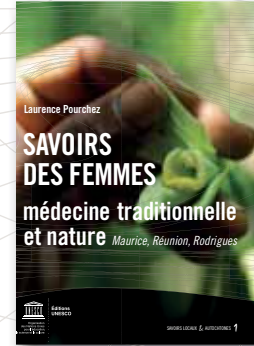
■ Petits États insulaires en développement (PEID)

En 2001, une série d'événements organisés dans les Caraïbes a eu pour but de renforcer la résilience des États membres au changement climatique, grâce à un dialogue politique accru et une collaboration sous-régionale sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. En mars, une réunion internationale « Adaptation au changement climatique à Saint-Kitts » a été organisée par l'UNESCO, le gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis et la Fondation Friedrich Ebert. Un événement « Éducation au changement climatique pour le développement durable dans les Caraïbes » s'est déroulé en juin dans les Îles Vierges britanniques et une réunion interrégionale d'experts des PEID sur l'éducation au changement climatique au service du développement durable a eu lieu aux Bahamas en septembre.

■ Succès de l'éducation pour le développement durable

La septième année de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable (2005-2014) coordonnée par l'UNESCO a compté un certain nombre de belles réussites. Le Sénégal a inclus l'éducation au développement durable (EDD) dans ses indicateurs et ses programmes d'alphabétisation et d'éducation informelle.

Le navire privé Lady Amber a lancé des robots dérivants pour mesurer les variables océaniques dans le cadre du projet soutenu par la Commission océanique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO.



Savoirs des femmes explore les pratiques médicales traditionnelles des femmes dans les îles de la Réunion, Maurice et Rodrigues.

Le Japon a intégré l'EDD dans ses directives programmatiques nationales et l'a promue dans ses nombreuses écoles associées (plus de 300) et sur les sites naturels du patrimoine mondial, dans les Réserves de biosphère et les Géoparc. Plus de 70 000 écoles indiennes ont participé à la campagne « CO₂ Pick Right » organisée par le Centre pour l'éducation environnementale et centrée sur le changement climatique et les choix individuels de styles de vie. Au Chili, en Colombie, en Équateur et au Pérou, 11 000 écoliers ont participé à des activités de préparation et de réduction des risques dus aux tsunamis.

■ Changement climatique

L'UNESCO a joué un rôle important de plaidoyer à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, à Durban (Afrique du Sud), en novembre-décembre 2011. La délégation de l'UNESCO a organisé, et participé à, une large gamme d'événements, comprenant le Festival vert de Durban incluant une exposition en plein air pour le grand public et les scolaires montrant des images satellites expliquant les impacts du changement climatique sur les sites du patrimoine mondial.



Des étudiants chinois et français sensibilisent le public sur le changement climatique

Des étudiants français et chinois ont travaillé ensemble à la production d'un dessin animé d'une minute destiné au grand public, pour le sensibiliser sur les questions de changement climatique. Le Bureau de l'UNESCO à Beijing a participé à l'organisation d'une session d'été à Beijing qui a accueilli des étudiants provenant de deux des meilleures écoles d'animation du monde, les Gobelins à Paris et l'université de la communication à Beijing. L'humour des storyboards associé à des techniques d'animation uniques a permis de livrer des messages puissants et concis sur le changement climatique.



Le Fonds d'adaptation a été établi par les Parties au Protocole de Kyoto de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, pour financer des projets et programmes d'adaptation concrète dans des pays en développement Parties au Protocole de Kyoto. À sa 16^e réunion en décembre 2011, le Conseil du Fonds d'adaptation a décidé d'accréditer l'UNESCO comme sa dixième Entité de mise en œuvre multilatérale.

■ Reportages sur le changement climatique

En 2011, L'UNESCO a organisé une série de six ateliers régionaux de formation aux médias portant sur les connaissances scientifiques conceptuelles actuelles et l'acquisition de techniques pratiques de reportage sur le changement climatique et la biodiversité. Une activité régionale en ligne à destination des journalistes des pays en développement a été également développée pour augmenter l'impact des sessions de formation. Au total, plus de 500 professionnels des médias dans plus de 60 pays ont acquis de nouvelles compétences dans le reportage sur les questions de développement durable.

■ L'UNESCO et le changement climatique : une question éthique

A sa 7^e session ordinaire, au Qatar en octobre 2011, la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST) a adopté un Cadre de principes et responsabilités éthiques pour l'adaptation au changement climatique, texte conçu pour soutenir le développement pratique de politiques visant à faire face au changement climatique. A la conférence sur le changement



© UNESCO/D. Weerapong

climatique de Durban en décembre, l'UNESCO a fait plusieurs interventions sur le sujet et a soutenu plusieurs événements parallèles sur les dimensions sociales du changement climatique.

Journalistes locaux au Cambodge participant à une session de formation interactive et pratique sur le changement climatique.

■ Eaux souterraines

En décembre 2011, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une Résolution sur la « Loi des aquifères transfrontaliers » reconnaissant le rôle du Programme hydrologique international (PHI) de l'UNESCO dans le soutien aux pays pour la gestion durable et équitable de leurs aquifères transfrontaliers. Le PHI a accentué sa coopération avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour renforcer les capacités de gestion des ressources souterraines transfrontalières. Les exemples de projets menés par l'UNESCO comprennent le système des aquifères dinariques et karstiques de l'Europe du Sud-Est, où les experts de sept pays partageant des aquifères ont analysé les sources de la pollution de l'eau et de la sur-utilisation des ressources dans les régions frontalières.

En Asie, l'UNESCO a mis en œuvre avec des partenaires locaux un projet régional

sur la « Cartographie des ressources en eaux souterraines et la géologie environnementale en Asie ». Financé par la China Geological Survey (Étude géologique de la Chine), ce projet prépare une série de cartes des eaux souterraines.

■ Eau urbaine

Le projet de cinq ans, en Asie, sur la gestion durable de l'eau urbaine dans la « Ville du futur » est arrivé à son terme en 2011. Le projet SWITCH (Gestion durable de l'eau pour l'amélioration de la santé des villes de demain), programme de recherche financé par l'Union européenne et mené par l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation relative à l'eau (IHE), a fait travailler un consortium de 33 partenaires de 15 pays, de 2006 à 2011, pour apporter des réponses scientifiques, technologiques et socio-économiques novatrices aux défis de l'eau urbaine, et a ainsi produit une large gamme de matériels d'information comprenant un livre intitulé *Sustainable Water Management in the City of the Future* (Gestion durable de l'eau dans la ville de l'avenir).

L'IHE et ses partenaires, grâce à une subvention d'un million d'euros provenant d'EuropeAid, ont développé les capacités dans le

domaine des installations d'eau dans des centres urbains secondaires en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'Est, en particulier au Kenya, en Ouganda, au Rwanda et en Tanzanie. Le projet améliore la gouvernance et la gestion de la ressource en eau, les revenus de la collecte et les offres de services pour les pauvres, prenant en compte les questions de transparence, de responsabilisation et d'équité. L'IHE a mené avec succès des projets dans dix villes autour du lac Victoria, grâce à une formation et au renforcement des capacités dans le cadre d'une grande initiative eau et assainissement financée par UN-HABITAT.

■ Qualité de l'eau

Un atelier sur le thème « Relever les défis liés à la qualité de l'eau en Afrique » s'est tenu au Kenya en mars. Il a souligné l'importance d'un accès à une eau propre et sûre pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Un autre atelier, sur « Pollution de l'eau : prévention, contrôle et stratégies de réduction pour une gestion durable des ressources », organisé en décembre en Iran pour les pays du Moyen-Orient et les pays musulmans d'Asie, a exploré une large gamme d'approches scientifiques, technologiques et de gestion pour prévenir, contrôler et réduire la pollution de l'eau.

Le PHI a également développé un nouveau projet intitulé « Polluants émergents dans l'eau et les eaux usées », destiné à promouvoir la recherche et les échanges scientifiques. La première étude de cas du projet a été menée au Mexique dans une zone irriguée depuis 1912 avec des eaux usées domestiques non traitées.

En juin, le Bureau de l'UNESCO à Rabat, avec le ministère marocain de l'énergie, des mines, de l'environnement et de l'eau, et le Secrétariat d'État en charge de l'eau et de l'environnement a organisé un séminaire international sur la réutilisation des eaux usées dans la région arabe.

■ Gestion intégrée des ressources en eau et éco-hydrologie

Les efforts se sont poursuivis pour promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau au niveau des bassins de rivières et ont impliqué toutes les parties prenantes. Le jumelage de bassins permet l'échange des meilleures pratiques. La seconde réunion sur ce sujet, en novembre au Panama, a rassemblé plus de 250 experts sur l'eau, responsables gouvernementaux, spécialistes des médias et représentants politiques pour discuter de la mise en œuvre des directives de gestion intégrée des ressources en eau.

■ L'eau dans les régions arides et la surveillance de la sécheresse en Afrique

Le réseau mondial du PHI, Information sur l'eau et le développement pour les terres arides (G-WADI) Geoserver, a développé plusieurs outils d'accès aux données en ligne et de visualisation qui donnent des estimations de précipitations en haute résolution et en temps réel ou presque réel. En 2011 les données du Geoserver G-WADI ont été utilisées pour analyser les inondations en Namibie.

En 2011, la feuille de route pour la mise en œuvre de la surveillance de la sécheresse en Afrique a été élaborée avec la participation de plusieurs centres de recherche africains clés. Les sécheresses et urgences alimentaires récurrentes en Afrique ont été étudiées grâce à la collaboration du PHI avec le Groupe

Les nappes souterraines sont rechargées pour approvisionner des puits asséchés dans un projet soutenu par la Fondation Ford.

© Jeremy Horner/Panos

Collection sur l'eau urbaine

L'accès à l'eau dans les zones urbaines risque de devenir une source de conflits. *Urban Water Conflicts* a été produit en relation avec le thème « Eau et urbanisation » de la Journée mondiale de l'eau 2011. Ce huitième volume de l'excellente collection de l'UNESCO-PHI Urban water series traite de questions de durabilité environnementale, de cadres institutionnels, d'égalité sociale et de genre, de droits humains et d'éthique.









Travaux de reconnaissance sur un lac de moraine situé sous le glacier Molodezhny (Kazakhstan). L'UNESCO et le gouvernement du Kazakhstan ont établi un centre régional de glaciologie à Almaty.

d'hydrologie de surface de l'université de Princeton (USA), à l'aide de la télédétection d'informations et de vastes bases de données, dans le but d'informer les décisions politiques et les actions en situation de sécheresse.

■ Les glaciers et l'initiative du « troisième pôle »

Le plateau tibétain et les montagnes avoisinantes, connus sous le nom de troisième pôle, possèdent l'une des plus grandes masses de glace du monde. Leurs eaux de fonte assurent le débit permanent des plus importants systèmes fluviaux d'Asie et fournissent de l'eau à plus d'un milliard et demi de personnes dans la région. Une note de synthèse UNESCO-SCOPE-PNUE sur le sujet a été publiée en juin 2011 en coopération avec l'Académie chinoise des sciences, l'Institut de recherche du plateau tibétain et les programmes de l'UNESCO PHI, Geoscience international et l'Homme et la biosphère (MAB). L'UNESCO a participé à la seconde réunion internationale du Programme sur l'environnement du troisième pôle à Reykjavik (Islande) en septembre 2011. Le groupe de travail PHI-ALC sur la neige et la glace a continué son travail dans la région ALC sur un programme et un réseau consolidé d'observation des glaciers.

Les programmes PHI-UNESCO et l'Homme et la biosphère ont travaillé avec le gouvernement du Chili pour élaborer un projet visant à déterminer l'étendue du recul des glaciers et son impact sur les ressources

en eau, la biodiversité et les établissements humains dans la région andine. Un atelier régional, « Fonte des glaciers et de la neige : besoins politiques pour faire face aux impacts environnementaux et économiques dans la région andine », s'est tenu à Santiago (Chili) en septembre.

■ Écologie

Le programme l'Homme et la biosphère (MAB) a célébré son 40^e anniversaire en mars. À cette occasion et en prévision de la 23^e session de la réunion du Conseil de coordination internationale (ICC) du MAB, la conférence « Pour la vie, pour l'avenir, les réserves de biosphère et le changement climatique » a réuni des experts du monde entier à Dresde (Allemagne). Le principal résultat de la conférence fut la Déclaration de Dresde qui recommande de s'inspirer de l'expérience des réserves de biosphère pour l'action dans le domaine du changement climatique. La Conférence générale de l'UNESCO a appuyé la déclaration selon laquelle la Journée de la biosphère serait célébrée le 3 novembre, à l'UNESCO et dans les réserves de biosphère du monde entier.

Dix-huit nouvelles réserves de biosphère ont été désignées, portant le nombre total de réserves du Réseau mondial des réserves de biosphère à 580 dans 114 pays.

■ Biodiversité

L'initiative de l'UNESCO sur la biodiversité a été lancée lors de la 36^e session de la Conférence générale. Elle vise à mobiliser les sciences, l'éducation, la culture et la communication pour faire face aux causes directes et indirectes de la perte de biodiversité. L'initiative interdisciplinaire servira de plate-forme



Le professeur Philip O’Kane (à gauche) a reçu une bourse de l’Institut de l’UNESCO pour l’éducation à l’eau (IHE) lors de la cérémonie des diplômes de master en sciences. Il est accompagné par le recteur de l’IHE, András Szöllösi-Nagy et le Directeur général adjoint Getachew Engida dans la procession menant les nouveaux diplômés vers l’ancienne église de Delft où va se tenir la cérémonie des diplômes.

Projet de pépinière dans le Parc national de Gunung Leuser dans le nord de Sumatra (Indonésie). La zone protégée abrite environ 10 000 espèces de plantes.



pour aider l’Organisation à générer des connaissances. Elle contribuera également aux efforts pour établir la Plate-forme scientifique intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), panel international de surveillance de la biodiversité du monde qui aidera les décideurs politiques à prendre les bonnes décisions pour sa conservation. L’UNESCO soutient IPBES, avec le PNUE, la FAO et le PNUD.

■ Arrêter la dégradation de l’environnement en RDC

Les cinq sites naturels du patrimoine mondial de la République démocratique du Congo – figurant tous sur la Liste du

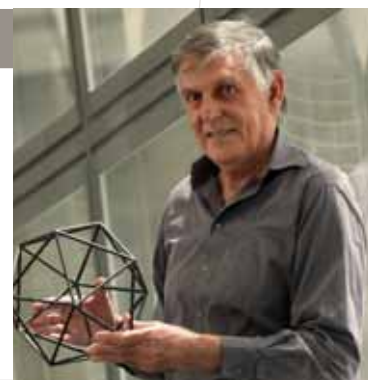
patrimoine mondial en péril – ont été le sujet d’une réunion de haut niveau à Kinshasa en janvier. Les sites offrent une gamme unique de flore et de faune, y compris le gorille de montagne et l’okapi, une girafe de la forêt.

Présidée par la Directrice générale et le Premier ministre congolais Adolphe Muzito, la réunion a examiné l’état de conservation des sites et la mise en œuvre des mesures correctives recommandées par le Comité du patrimoine mondial. La Déclaration de Kinshasa a été signée à l’issue de la réunion et, conséquence directe, le gouvernement congolais a décidé de suspendre la prospection pétrolière dans le Parc national des Virunga.

La déclaration engage le gouvernement à suivre le plan stratégique d’action proposé par l’Autorité congolaise de la vie sauvage (CWA), en particulier faire respecter les lois sur la conservation de la nature et le code des mines, sécuriser les sites, renforcer la capacité opérationnelle de la CWA, réduire le braconnage commercial, arrêter l’exploitation illicite des ressources naturelles et intensifier les efforts pour l’évacuation pacifique des occupants illégaux des zones protégées.

L’UNESCO loue la science israélienne

Quand le scientifique israélien Daniel Shechtman de l’Institut de technologie Technion (Israël) a reçu le Prix Nobel de chimie pour son travail révolutionnaire sur les quasicristaux, la Directrice générale Irina Bokova a envoyé ses félicitations, remarquant : « c’est véritablement le reflet de la contribution d’Israël à l’avancement de la science dans le monde et l’engagement d’Israël dans la recherche et le développement ».





■ Les sciences de la terre

En février, le Programme international des géosciences (PICG) a accordé son soutien à quatre projets engageant plus de 50 États membres, dont un projet pour les jeunes scientifiques. Les thèmes comportent les géorisques, le changement climatique, les zones humides et l'eau souterraine. Un fonds spécial de l'Agence suédoise de coopération pour le développement a contribué au renforcement des capacités en sciences de la terre dans les projets

PICG en Afrique et a permis d'inclure six projets supplémentaires en 2011. Cinq de ces projets additionnels sont centrés sur l'Afrique et comportent la participation de géoscientifiques africains.

En 2011, l'UNESCO a continué de soutenir le Réseau mondial de géoparc nationaux, de plus en plus populaire. L'objectif de ce réseau est de susciter des partenariats de conservation efficaces et de promouvoir le développement durable autour de sites de patrimoine

Le gorille de montagne est parmi les espèces dont l'habitat, dans le Parc national des Virunga, demeure menacé.

géologique exceptionnel. Neuf géoparc supplémentaires ont rejoint le réseau lors de la 10^e Conférence européenne des géoparc, en Norvège en septembre. En novembre, des progrès ont été accomplis vers la création de réseaux spécifiques pour l'Amérique latine, l'Afrique et les États arabes.

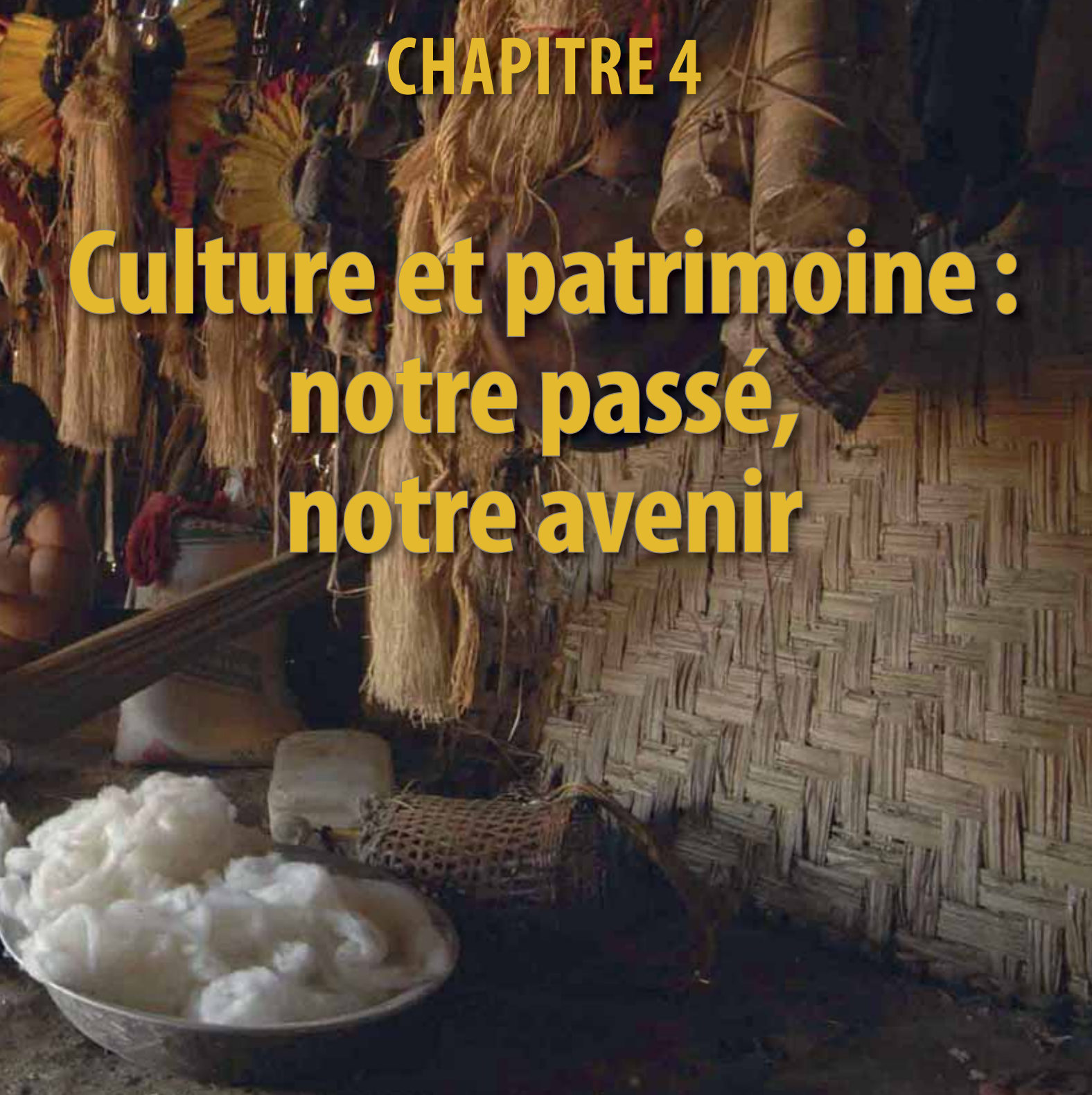
*Hommes de la communauté Enawene Nawe
au Brésil préparant le rituel Yaokwa pour
l'entretien de l'ordre social et cosmique.
Le rituel a été inscrit sur la Liste du
patrimoine immatériel nécessitant une
sauvegarde urgente en 2011.*

© 2008 IPHAN



CHAPITRE 4

Culture et patrimoine : notre passé, notre avenir



Culture et patrimoine : notre passé, notre avenir

Le plaidoyer mondial de l'UNESCO pour le concept de culture et développement est monté en puissance grâce aux progrès dans la mise en œuvre de ses conventions sur la culture et l'adoption successive, en 2010 et 2011, de deux résolutions des Nations Unies. Sur le terrain, un ensemble d'activités visent à renforcer la contribution unique de la culture au développement social et économique. Ce travail est optimisé par de nouveaux outils analytiques servant à mesurer l'impact de tels projets au niveau national. L'expertise de l'UNESCO dans le domaine des sciences et ses initiatives dans le domaine des médias contribuent à assurer une approche interdisciplinaire unique des questions culturelles.

■ Reconstruction après l'inondation à Ayutthaya, site du patrimoine mondial

En octobre 2011, l'UNESCO a réagi à l'immense inondation dont a souffert la Thaïlande, qui a submergé Ayutthaya, ancienne capitale siamoise fondée en 1350, et affecté 28 provinces et environ cinq millions d'habitants. Quelque 157 temples historiques et autres monuments à l'intérieur et à l'extérieur du site du patrimoine mondial se sont trouvés sous un à trois mètres d'eau. Les monuments en latérite et en brique d'Ayutthaya et les décorations murales de ses temples ont subi des dégâts dus aux sels de sulfate et de nitrate, et à l'eau.

L'UNESCO a collaboré avec le ministère thaïlandais de la Culture pour coordonner l'assistance aux biens culturels menacés, en envoyant une équipe de spécialistes en provenance d'Italie et des Pays-Bas fin novembre, comprenant des hydrologues de l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau et des experts en restauration architecturale et en décoration murale. Ils ont été rejoints par des

experts nationaux en urbanisme, atténuation des catastrophes, ingénierie et hydrologie.

Ces experts, en collaboration avec leurs collègues envoyés par l'Allemagne, le Portugal, le Japon et les États-Unis, ont recommandé avec insistance une approche pluridisciplinaire pour assurer la durabilité à long terme du site historique et de son environnement urbain et naturel. L'UNESCO coopère avec les autorités thaïlandaises, avec des partenaires internationaux et locaux et avec les communautés concernées pour traiter les questions techniques spécifiques comme la conservation des muraux ainsi que les besoins futurs en gestion de l'eau, en réduction du risque de catastrophe et en planification urbaine et environnementale intégrée.

Les membres de l'UNESCO Zoran Vojinovic, hydrologue, et Montira Horayangura Unakul, spécialiste de la culture, inspectant les dommages subis à Wat Chai Wattanaram, Ayutthaya, en compagnie des experts internationaux et locaux.

© UNESCO/R. Manowalaitao







Image satellite des pyramides de Guizéh. Malgré sa proximité d'une zone fortement urbanisée, ce site emblématique du patrimoine mondial reste en bon état de conservation.

■ La science spatiale pour le patrimoine mondial en danger

La science et la technologie spatiales sont mobilisées au profit de la Convention du patrimoine mondial. L'UNESCO dispose d'un réseau étendu de partenaires spatiaux. En 2011,

l'UNESCO s'est rapprochée de l'Institut d'études géologiques des États-Unis (US Geological Survey) pour publier l'Atlas illustré des sites du patrimoine mondial inscrits sur la liste « en péril ». C'est une publication exceptionnelle qui montre l'utilisation des technologies spatiales pour la préservation des sites du patrimoine naturel et culturel inscrits sur la liste « en péril », en s'appuyant sur plus de 1 000 images satellites. Le public de ce livre inclut les autorités nationales du patrimoine, la communauté spatiale scientifique et le grand public. L'Atlas offre une méthode novatrice d'observation des

menaces sur les sites du patrimoine mondial et de compréhension de leur impact. L'UNESCO facilite l'accès des technologies spatiales aux pays en développement dans le but de préserver notre patrimoine commun.

■ Technologie 3D pour la conservation du patrimoine

Dans le cadre d'une stratégie à long terme de protection du patrimoine culturel libanais, l'UNESCO a lancé un projet pilote de

renforcement des compétences financé par le fonds États-Unis-Liban de reconstruction (LRF), en collaboration avec la Direction générale des antiquités du pays (DGA). Les travaux ont été menés sur le site du patrimoine mondial de Baalbek par une équipe pluridisciplinaire d'experts du Liban, de Belgique, du Portugal et du Venezuela. Dix spécialistes libanais de la DGA ont été formés lors de ce projet en deux phases.

Célèbre pour ses temples grandioses datant de l'Empire romain, Baalbek a subi des dégâts durant la guerre de 2006. Les experts ont fait état de fissures sur plusieurs structures clés, dont les temples de Jupiter et Bacchus, qui se sont élargies sous l'effet des vibrations des bombes. Ils ont conclu que l'ensemble des structures nécessitait un suivi précis et une consolidation.

Lors de la phase I, les experts ont examiné les enregistrements 3D de certains monuments. À l'aide de scanners laser, ils ont pu obtenir une série très précise d'images 3D. Grâce à ces techniques de pointe, l'équipe a pu rassembler des données utiles sur l'état des monuments (fissures, déplacements, érosion, décrochements, incrustation ou présence de lichens ou autres organismes, par exemple).

La phase II a été consacrée à l'établissement et l'expérimentation d'une méthodologie de préparation aux risques, afin d'évaluer le taux de détérioration des matériaux et des structures des bâtiments. L'équipe a également produit une série de directives pour la préparation de dessins détaillés des biens culturels à l'aide de scanners laser et de photographies panoramiques. Ce projet plein d'enseignements servira de modèle pour les futures interventions sur d'autres biens historiques libanais.

■ Établir de nouvelles normes pour une manière de vivre durable dans les villes historiques

En novembre, la 36^e session de la Conférence générale a adopté un nouvel instrument normatif, la Recommandation sur le paysage urbain historique. Ce texte non contraignant de « droit mou », qui défend une approche novatrice de certains aspects clés de la conservation urbaine, est une réponse aux nouveaux défis rencontrés par nos villes suite aux mesures et aux politiques de dérégulation, de décentralisation et de privatisation.

Point culminant de près d'une décennie de collaboration intense d'experts internationaux et d'institutions partenaires du monde entier, la Recommandation a été conçue comme un outil pratique qui permettra aux gouvernements locaux

de guider les interventions dans les contextes urbains d'aujourd'hui et de traduire un certain nombre de concepts de base en textes de lois.

Dans le cadre de l'engagement général de l'UNESCO pour une approche intégrée de la culture, la Recommandation insiste sur la nécessité de prendre en compte les ressources naturelles, culturelles et sociales de la ville ainsi que son environnement bâti contemporain. Ceci peut être atteint en intégrant les valeurs patrimoniales urbaines et leur caractère de vulnérabilité dans le cadre plus large du développement urbain et en contrôlant des facteurs décisifs tels que la pression socio-économique et l'impact du changement climatique. La Recommandation insiste également sur la participation de la communauté et la coordination des activités des acteurs publics et privés comme préalable à des stratégies de développement urbain réussies.

Ce mapping des travaux de restauration déjà effectués sur une façade de la Grande cour de Baalbek a été réalisé par des experts grâce à des technologies de pointe.



« L'art public, les monuments ou les édifices éphémères aident à renforcer l'identité civique dans nos villes qui sont de plus en plus multiculturelles. L'art public transforme nos espaces publics en espaces de partage. »

Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO

19-20 MAI 2011

QUEL DESTIN POUR L'ART PUBLIC ?

A L'OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE POUR LE DIALOGUE ET LE DÉVELOPPEMENT

COLLOQUE INTERNATIONAL CERGY-PONTOISE UNESCO, PARIS

PROGRAMME, INFORMATIONS PRATIQUES ET INSCRIPTION OBLIGATOIRE
WWW.COLLOQUEARTPUBLIC.COM

ORATEURS :
 PAUL ARDENNE
 HENRI ARON
 ELIZABETH AUCLAR
 FRANCIS BARBER
 FRANCIS BARRER
 CHRISTOPH BROCKHAUS
 JACQUES CHIFFOLEAU
 JEAN-LUCS COHEN
 CAROLINE COSE
 CAROLINE DE SAINT-PIERRE
 DANIEL DUBOIS
 PETER EISENMAN
 YVES FURET
 YVES FURET
 JULIE GUYOT-CORTELENNE
 DANIEL GUYON
 BERT HONIGSMAN
 HENRI LEBLANC
 YVES LEBLANC
 YVES LEBLANC
 DANIEL MATHIEU
 JENNIFER MCGREGOR
 CLAUDE MELLACI
 HENRIETTA MOORE
 DANIEL NITZAN
 MICHAELANGELO PISTOLETTO
 HILDEGARD SCHNEIDER
 HIRSHI SHIMIZU

L'art public dans nos villes

Comment l'art public peut-il contribuer à un développement urbain durable ? Qui est responsable de son choix, de son financement et de son entretien ? Comment peut-il être bien intégré dans nos espaces historiques ? Ces questions d'actualité, et bien d'autres, ont été débattues par des décideurs politiques majeurs et des architectes et artistes de renom lors de la conférence internationale « Quel destin pour l'art public ? » organisée en mai par le Centre du patrimoine mondial en coopération avec la ville française de Cergy-Pontoise.

■ Construire des secteurs culturels dynamiques dans les pays en développement

Depuis son entrée dans sa phase opérationnelle en 2009, le Fonds international pour la diversité culturelle (FIDC) a reçu plus de 5 millions de dollars des États-Unis en contributions volontaires de Parties à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, d'autres États membres et de personnes privées. À l'heure actuelle, il soutient 48 projets (dont 24 projets d'ONG) dans 35 pays en développement, pour un budget de plus de 2,8 millions de dollars.

Au Bénin, le FIDC soutient l'ONG World Rhythm Productions dans le développement d'un nouveau modèle économique pour le secteur de la musique, en négociant de nouveaux accords avec 100 points de distribution à Cotonou. Ces contrats permettront d'assurer que les musiciens béninois pourront vendre leurs œuvres localement.

Le FIDC soutient également des projets qui renforcent la participation et l'inclusion sociale ainsi que l'engagement des jeunes. En novembre 2011, La Clínica, orchestre de Montevideo issu des quartiers pauvres de la ville, a conduit une série d'ateliers de formation, pour plus de 150 jeunes du bidonville de Maracanã, en musique et compétences sociales de base.

En couvrant une large gamme de domaines stratégiques – du renforcement des capacités, de l'éducation et de la formation, de l'analyse et du développement de politiques au

soutien à l'entrepreneuriat et à la consolidation des industries culturelles – les projets du FIDC facilitent l'élaboration des politiques culturelles et contribuent au développement économique, social et culturel.

■ Forum mondial sur l'avenir du livre

Le 2^e Forum mondial UNESCO sur la culture et des industries culturelles, organisé par l'UNESCO et le gouvernement italien, en collaboration avec la région de Lombardie, s'est tenu à Monza (Italie) en juin. Lancé en 2009, le forum de Monza est une plateforme mondiale de partage des idées et d'élaboration d'une pensée novatrice sur la culture et sa contribution au développement durable au XXI^e siècle.

L'édition 2011 a réuni quelque 400 parties prenantes internationales de plus de 40 pays, afin de discuter « Le Livre demain, le futur de l'écrit ». Parmi les participants, on comptait des auteurs, des éditeurs, des libraires, des universitaires, des décideurs politiques et les principaux acteurs de l'économie digitale. Les sessions plénières ont été l'occasion de débats animés sur des questions actuelles telles que l'économie du livre électronique ou les droits d'auteur à l'ère digitale et les bibliothèques digitales.

■ Renforcer les industries culturelles en Équateur

Pendant des siècles, la communauté Nizag, qui vit dans les montagnes de la province de Chimborazo au centre de l'Équateur, a réussi



© UNESCO/L.Fernandez

à conserver plusieurs pratiques autochtones comme les traditions de tissage, transmises de génération en génération par les femmes. Nizag est célèbre pour ses sacs shigra aux couleurs chatoyantes, fabriqués à l'aide de fibres végétales, et que l'on trouve sur les marchés artisanaux animés du pays.

En 2011 s'est achevé un projet de deux ans qui a amélioré les conditions de vie et la cohésion sociale de quelque 80 femmes, en leur permettant d'améliorer leurs techniques de production et de

développer des stratégies de marketing et de promotion pour leurs produits. Grâce à ce projet, les participants ont créé leur propre marque Nizag. Les spécialistes de l'UNESCO ont également soutenu les artisans afro-équatoriens et autochtones de la région d'Esmeraldas dans leurs efforts afin d'obtenir le statut légal requis pour obtenir des crédits régionaux et nationaux, acheter des matières premières et louer des ateliers. Ces deux initiatives ont été mises en œuvre par l'UNESCO et six autres agences des Nations Unies dans le contexte

Tisserandes de Nizag (Équateur) se formant auprès des anciennes de la communauté.

du plus vaste programme Diversité culturelle et développement pour la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale, un des 18 projets auxquels prend part l'UNESCO dans le cadre des actions pour la culture et le développement du Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire (OMD), financé par le gouvernement espagnol.

© Klaus-Peter Simon



■ Soutenir le tourisme culturel en Anatolie

Le programme conjoint du Fonds des OMD Alliances pour le tourisme culturel en Anatolie de l'Est, qui s'est achevé en 2011, a rassemblé l'UNESCO, l'UNICEF, le PNUD et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'UNESCO a coordonné une série d'activités liées au patrimoine, dans l'optique d'intégrer les ressources culturelles aux politiques de développement du tourisme dans la région la moins développée de Turquie, Kars, province de l'est de l'Anatolie.

Un plan de gestion a été élaboré avec les parties prenantes locales pour l'ancien site d'Ani, situé sur la légendaire Route de la soie. Des spécialistes ont mis au point un système de données digitales automatiques pour la conservation, le suivi et la supervision des sites naturels et culturels de Kars, et les autorités culturelles ont reçu une formation sur l'établissement d'un cadre pour la législation sur le patrimoine.

Quant au patrimoine vivant, des experts ont soutenu les efforts nationaux d'inventaire et ont entrepris le mapping des arts du spectacle, des événements festifs et autres traditions pour 80 villages de la province. Environ 7 000 pages de transcriptions de données, 2 000 photos et 260 vidéos ont été

Musicien jouant du saz anatolien lors d'un atelier de formation pour la sauvegarde de la tradition des trouveres ou Aşıklık.

recueillies. Des sessions de formation, des festivals et autres événements publics ont été organisés et des livres ou CD ont été produits pour assurer à ces traditions, dont un grand nombre est menacé, un avenir durable.

L'accent a été mis spécialement sur la promotion de la tradition Âşıklık turque, pratique ancienne de trouvères inscrite sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité en 2009. Une maison de la culture a été établie dans un bâtiment historique remis à neuf qui servira de lieu de réunion permanent pour les trouvères. Le recueil d'expériences et de bonnes pratiques tout au long de ce projet de trois ans permettra d'encourager des activités similaires dans d'autres régions de Turquie ou au-delà.

© L. Johnson



Des pratiques traditionnelles telles que les masques faciaux d'arbre Mussiro et la danse Tufu sous-tendent le tourisme culturel et les industries créatives au Mozambique.

■ Renforcement des industries créatives du Mozambique

Le programme conjoint du Fonds des OMD pour le renforcement des industries culturelles et créatives et des politiques inclusives au Mozambique, coordonné par le Bureau de l'UNESCO à Maputo, est une initiative collaborative de dix ministères mozambicains, de l'UNESCO et de cinq autres agences des Nations Unies (ITC, OIT, FAO, UNHCR, et FNUAP), ainsi que de nombreuses parties prenantes locales. Ce projet de trois ans, mené dans les provinces de Maputo, Inhambane et Nampula, s'est achevé en 2011.

Conçu pour créer un environnement plus propice à l'inclusion de la culture dans

le développement économique et humain, le programme a eu plusieurs résultats positifs dont : le renforcement du cadre légal, réglementaire et fiscal, favorable à la croissance des industries créatives ; la création de la Direction nationale pour la promotion des industries culturelles (DNPIC) ; la rédaction d'une politique et d'une stratégie pour les industries créatives devant être approuvées au début de 2012 ; le renforcement des associations d'artisans, en mettant plus de 500 artisans en relation avec les marchés locaux, touristiques et nationaux ; le lancement de circuits culturels fondés sur les communautés ; et l'intégration des chefs traditionnels dans la planification du développement local.

Un nouveau logo !

À l'occasion de son 40^e anniversaire, la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels s'est vue attribuer un nouveau logo. Ce pictogramme de lecture facile a été rendu public lors d'un séminaire d'experts organisé au siège de l'UNESCO en mars. Parmi les participants, on comptait les principaux partenaires de l'UNESCO dans la lutte contre le trafic illicite – INTERPOL, UNIDROIT, ICCROM, OMD, UNODC et ICOM – ainsi que des États membres, des experts juridiques, des conservateurs, des représentants du marché international de l'art et des journalistes. Une session spéciale a été consacrée à l'élaboration d'une stratégie pour la protection du patrimoine culturel tunisien, égyptien et libyen.



Belles réussites

Mme Yang Ani, membre de la communauté minoritaire ethnique chinoise Miao, a créé sa propre affaire de vente de broderie en 2008. Elle a suivi une formation en développement de l'artisanat, organisée par le Cadre du Fonds des OMD de partenariat pour la culture et le développement. Ani a appliqué ses nouvelles compétences au développement de son commerce et gagne dorénavant 140 000 yuans (30 fois le revenu moyen local). Grâce au soutien de ce projet, elle a fondé une association de broderie qui a attiré plus de 100 femmes des villages avoisinants. Les produits de l'association ont été exposés à l'exposition universelle de Shanghai 2010.

■ Développement économique fondé sur la culture des minorités ethniques chinoises

L'UNESCO, une des huit agences des Nations Unies mettant en œuvre le programme du Cadre du Fonds des OMD de partenariat pour la culture et le développement, a joué un rôle majeur dans le renforcement des capacités des groupes ethniques minoritaires, afin de développer et de gérer leurs ressources culturelles. Des ateliers organisés dans les provinces de Yunnan et de Guizhou ont initié les communautés minoritaires aux inventaires du patrimoine culturel et ont formé des artisans des ethnies à l'établissement de critères de qualité, aux techniques artisanales et au développement commercial.

■ Renforcer le système de gouvernance de la culture dans les pays en développement

En 2011, un groupe d'experts internationaux a été choisi, sur la base de l'étendue de leur expérience sur le terrain dans les pays en développement, pour participer au projet UNESCO de banque d'expertise financé par

l'Union européenne. Forts de leur expérience dans les domaines du développement des politiques culturelles et des industries créatives, les 30 experts, dont près de la moitié sont des femmes, ont fourni une assistance technique aux autorités locales et nationales dans 13 pays en développement, principalement en Afrique.

Chaque expert travaille en partenariat avec une équipe d'acteurs gouvernementaux et de la société civile pour établir des cadres légaux, réglementaires et institutionnels pour le secteur de la culture, dans l'optique de faciliter un développement social et économique durable. Cette collaboration fructueuse contribue à l'élaboration de stratégies nationales et locales d'entrepreneuriat culturel, ainsi que de politiques de financement facilitant l'accès des biens et des services culturels au commerce international.

Femmes de la minorité ethnique Miao de la province de Guizhou (Chine) apprenant à filmer le patrimoine vivant dans le cadre d'un projet de mapping culturel.







© DPC-Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports de Mauritanie

Femmes mauritaniennes interprétant un poème de l'épopée T'heydinne louant les hauts faits des émirs et des sultans maures. L'épopée a été inscrite sur la Liste du patrimoine immatériel nécessitant une sauvegarde urgente en 2011.

■ Élargir l'Atlas des cultures de l'eau à l'Amérique latine

En 2011, des spécialistes UNESCO des sciences et de la culture ont collaboré pour introduire le concept de patrimoine culturel immatériel dans l'Atlas des cultures de l'eau pour l'Amérique latine et les Caraïbes. L'Atlas a également été étendu pour inclure les Andes. Projet mené avec le Centre régional de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Amérique latine (CRESPIAL), l'Atlas met en valeur les

différentes stratégies et technologies utilisées pour l'utilisation et la préservation de la ressource en eau dans le contexte des pratiques culturelles, ethnographiques, écologiques et économiques.

■ Mobilisation mondiale pour sauver le patrimoine vivant

La stratégie mondiale pour le renforcement des capacités en vue de sauvegarder le patrimoine immatériel et de partager

avec les parties prenantes la connaissance fondamentale des concepts et des mécanismes de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel a démarré ses activités en 2011. L'initiative vise à construire une masse critique mondiale d'expériences et de connaissances tant dans les institutions gouvernementales que dans la société civile, afin de développer un cadre durable pour une meilleure sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

Entre janvier et avril 2011, un réseau de 65 experts du monde entier, dont 25 experts

africains, a reçu une formation intensive sur la fourniture d'un cursus de base pour quatre premiers domaines thématiques : ratification, mise en œuvre de mesures au niveau national, inventaires fondés sur la communauté et procédure de nominations aux listes de la Convention. Dès la fin 2011, ces experts nouvellement formés ont mené quelque 30 ateliers touchant 600 personnes dans 80 pays. Un site Internet spécial a été mis au point en vue de faciliter l'échange en ligne au sein de ce réseau mondial de formateurs, sur les questions de technique des ateliers, de planification et d'évaluation.

Aujourd'hui, quelque 7 millions de dollars en fonds extrabudgétaires ont été mobilisés pour mettre en œuvre la stratégie de renforcement des capacités, en complément du Fonds du patrimoine culturel immatériel et du budget du programme régulier.

■ Réaffirmation du rôle du patrimoine documentaire

En avril 2011, plus de 70 pays ont participé à la 4^e conférence internationale sur la Mémoire du monde au cours de laquelle les représentants ont adopté la Déclaration de Varsovie, texte décisif pour la promotion de la préservation du patrimoine documentaire. La déclaration presse l'UNESCO, les gouvernements et les ONG de reconnaître le rôle du patrimoine documentaire dans l'affirmation de l'identité, la transmission des savoirs, la cohésion sociale et la construction de la nation. Les principales recommandations ont donc été adressées aux États membres et à la Directrice générale en tant que projet de résolution pour le renforcement des mesures de protection du patrimoine documentaire et l'amélioration de leur impact.

En 2011, la Directrice générale a approuvé l'inscription de 52 éléments sur le Registre Mémoire du monde, dont la collection Sakubei Yamamoto. La collection de peintures et d'agendas annotés de Sakubei Yamamoto est une source historique unique sur l'industrie de l'extraction du charbon au Japon, du point de vue d'un ouvrier. Ses agendas, carnets de notes et peintures représentent la mémoire de l'industrialisation du Japon qui a eu des ramifications mondiales, et décrivent l'impact du transfert des technologies occidentales sur une culture asiatique traditionnelle.

D'autre part, les Archives nationales australiennes ont reçu le prix UNESCO/Jikji Mémoire du monde pour leur travail remarquable dans le domaine de la préservation numérique, de la préservation des registres en papier et des traitements traditionnels de conservation.

■ Mémoire, philosophie et diaspora

Plus de 35 éminents philosophes africains et de la diaspora africaine ont mené un Dialogue philosophique interrégional entre l'Afrique et les Amériques, en avril à l'université de Purdue (États-Unis). Cet événement a conduit à la création d'un réseau de philosophes d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Amérique du Nord, destiné à renforcer la coopération et les compétences grâce à des programmes d'échanges pour les étudiants.

Des entretiens avec des grands penseurs sur la philosophie africaine et africaniste, ainsi que les débats de la conférence, ont été mis en ligne sur une base de données. Un rapport sur la question de la participation des Africains et des descendants des Africains à la réflexion sur des défis contemporains clés a élaboré des directives pour l'action. Organisé



© Famille Yamamoto

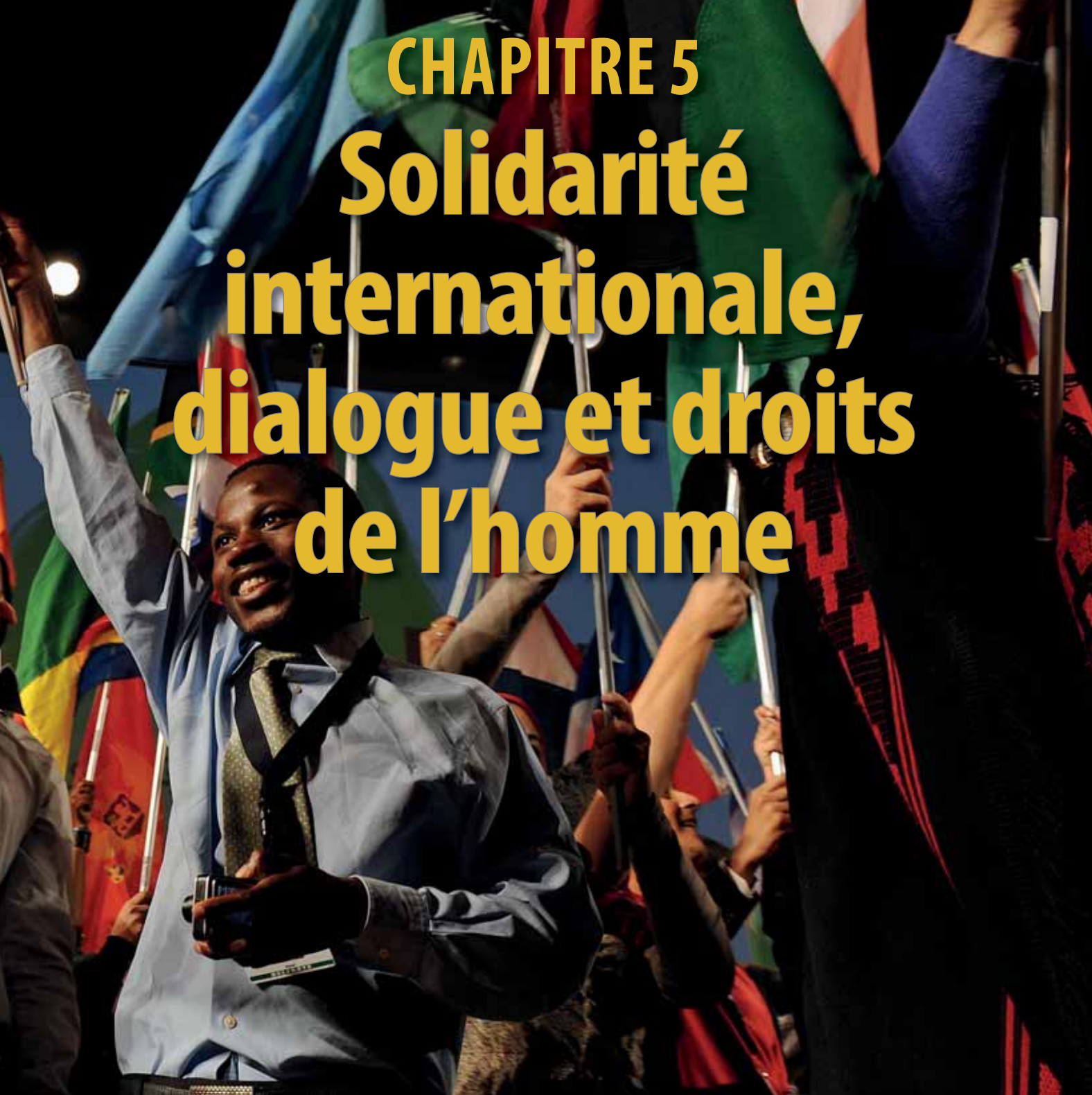
Peintures de Sakubei Yamamoto illustrant la vie des mineurs de charbon japonais il y a plus de 90 ans. Cette collection a été ajoutée au Registre Mémoire du monde en 2011.

dans le cadre de l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine, cet événement était soutenu par l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO). Un projet de suivi, financé par l'Arabie saoudite, pour promouvoir le dialogue et la recherche philosophique parmi les philosophes de la région arabo-musulmane a également été annoncé.



Lors de la clôture mémorable du Forum des jeunes de l'UNESCO de 2011, chaque jeune délégué a été invité à tenir, sur scène, le drapeau d'un autre État membre de l'UNESCO que le sien : cette « cérémonie des drapeaux mondiaux de la paix » a célébré leur unité dans la diversité.

© UNESCO/Nasser Nouri

A man in a light blue shirt and tie, smiling and holding a camera, is the central figure. He is surrounded by people holding flags, suggesting a celebratory or international event. The background is dark, with some lights visible, indicating it might be nighttime.

CHAPITRE 5
Solidarité
internationale,
dialogue et droits
de l'homme

Solidarité internationale, dialogue et droits de

En 2011, l'UNESCO a mobilisé ses réseaux et son expertise pour remplir son mandat dans les domaines de la solidarité, des droits humains et du dialogue, abordant, entre autres, les questions de migration, de jeunesse, de liberté de la presse et du développement social, culturel et humain.

■ L'UNESCO et les migrations

Groupe mondial sur la migration

De juillet à décembre, l'UNESCO a présidé le Groupe mondial sur la migration qui rassemble 16 agences travaillant à des activités en relation avec les migrations, dans le système des Nations Unies et au-delà. Durant cette période, le groupe s'est penché sur les relations entre l'environnement, le changement climatique et la migration humaine. Une réunion de représentants, à Paris en novembre, a adopté une Déclaration sur les migrations et le changement climatique. Première déclaration sur ce sujet de la famille des Nations Unies, ce document souligne les défis et les réponses politiques potentielles.

Protéger et promouvoir les droits des migrants

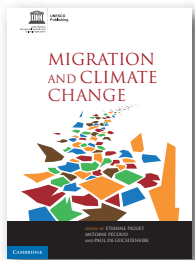
Une étude menée en Chine pour l'UNESCO par l'Académie des sciences sociales de Beijing et publiée en 2011 s'est penchée sur les aspirations des migrants ruraux de la seconde génération et sur les défis qu'ils rencontrent. Les auteurs recommandent qu'un accès équitable à l'éducation et à la formation soit mis en œuvre, que la question de l'habitat urbain des migrants soit traitée convenablement et que la contribution des migrants au développement social et économique soit reconnue.

« Migration interne et développement humain en Inde » a été le thème d'un atelier organisé à New Delhi en décembre par l'UNESCO et l'UNICEF avec le soutien du Trust Sir Dorabji Tata et du Conseil indien de la recherche en sciences sociales. Les participants ont conclu que la migration devrait être reconnue comme « une partie intégrale du développement » et ont mis l'accent sur le besoin d'assurer que tous les migrants aient accès aux services et aux droits tels qu'ils sont formalisés dans les politiques et la loi.

Face au développement économique rapide et à l'urbanisation en Chine, l'UNESCO et l'Académie des sciences sociales de Beijing travaillent à apporter une réponse aux défis que rencontrent les travailleurs migrants ruraux et leurs enfants.

Migration et changement climatique

Publié par l'UNESCO et Cambridge University Press, *Migration and Climate Change* est la première étude fiable sur la relation entre le changement climatique et les migrations. Vingt-six experts renommés de disciplines variées soulignent que le changement climatique est en train de devenir un facteur de plus en plus influent dans les migrations, mais confirment que le scénario « catastrophe » de marées humaines de réfugiés climatiques est infondé et contre-productif.



l'homme



YÖÜTH

7TH UNESCO YOUTH FORUM
Youth voice for change

17-20 October 2011
 UNESCO House
 Paris, France

The only opportunity for young people to be global change-makers on important current issues like education, jobs and civic engagement. Get involved and raise your Voice for Change.

■ Les jeunes, moteurs du changement

Le 7^e Forum des jeunes de l'UNESCO, en octobre, a rassemblé plus de 500 jeunes du monde entier pour débattre de « Comment les jeunes conduisent le changement ». Les jeunes délégués comprenaient des militants, des entrepreneurs sociaux, des bloggeurs, des membres d'ONG de jeunesse et autres organisations de la société civile, ainsi que d'anciens membres de gangs et de milices, des jeunes handicapés et des jeunes des favelas. Le Forum a exposé les contributions importantes que les jeunes femmes et hommes peuvent avoir en faveur de la paix, de la démocratie et du développement. Une journée de préparation, permettant de renforcer les compétences des jeunes, et un processus de préparation en ligne de trois mois grâce à des campagnes dans les médias sociaux ont fait partie de son organisation. Les recommandations émises par le Forum ont été présentées à la Conférence générale.

Tout au long du Forum, l'Ambassadeur de bonne volonté Forest Whitaker a organisé des sessions de renforcement des compétences sur la communication pour la résolution des conflits et la réconciliation.

Les jeunes en Afrique

Pendant le Forum, l'UNESCO et la Fondation internationale pour la jeunesse ont signé un accord pour le développement d'un programme de trois ans destiné à soutenir les innovations sociales menées par les jeunes en Afrique.

Le thème principal du Forum des jeunes était « Comment les jeunes conduisent le changement ». Les sous-thèmes comprenaient : les jeunes dans la vie politique et publique, la lutte contre l'exclusion des jeunes, la vulnérabilité et la violence, et franchir les barrières de l'emploi.

L'UNESCO a aussi officiellement uni ses forces avec celles de l'ONG monégasque Paix et sport, pour mettre en œuvre un certain nombre d'initiatives en Afrique.

■ Les jeunes et l'ordre du jour du développement social

Le 8^e Forum des ministres du développement social pour l'Amérique latine s'est tenu en juillet à San Salvador (El Salvador) sur le thème « Politiques sociales pour les jeunes et inclusion sociale ». Ont participé à cet événement des ministres et autres responsables de 16 pays, des spécialistes des agences des Nations Unies et des représentants des principaux réseaux de sciences sociales dans la région. Le Forum s'est achevé sur une déclaration énumérant 26 engagements à prendre pour des politiques dirigées vers les jeunes.

Coincitant avec la Journée mondiale de la justice sociale, la 3^e réunion du Forum des ministres en charge du développement social en Asie du Sud, s'est tenue en février au Sri Lanka. Centrée sur les politiques de protection sociales, elle s'est également conclue avec l'adoption d'une déclaration dans laquelle les représentants du Bangladesh, du Bhoutan, d'Inde, des Maldives, du Népal et du Sri Lanka s'engageaient à augmenter le financement public destiné au renforcement des capacités dans le domaine des sciences sociales dans la région, soulignant la nécessité de prendre en compte des thèmes négligés et des groupes exclus comme les migrants et les pauvres urbains.

En décembre, l'UNESCO a réuni des jeunes femmes et hommes à Christchurch (Nouvelle-Zélande) pour un forum des jeunes intitulé « Regarder au-delà des désastres ». Ce forum a encouragé l'échange d'informations entre les participants locaux et internationaux ayant eu à faire face à différents types de désastres. Il s'est conclu par un plan d'action qui a été présenté officiellement

aux parlementaires néo-zélandais. Il traite, entre autres, des besoins des personnes affectées par les désastres et présente des recommandations aux gouvernements et aux autres institutions sur la résilience des jeunes, la reconstruction des communautés et les réponses aux désastres.

L'excellent programme brésilien « Open Schools », fondé sur la promotion d'une culture de paix et de non-violence a été étendu à la République dominicaine, à El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua en 2011. Une initiative novatrice de coopération Sud-Sud a été également lancée entre le Brésil et la Guinée-Bissau, inspirée du programme Open Schools.

■ Promouvoir la liberté de la presse

Seule entité des Nations Unies disposant d'un mandat pour promouvoir la liberté de la presse, l'UNESCO a continué à utiliser la Journée mondiale de la liberté de la presse pour proclamer tous les mérites d'une presse libre et aider à supprimer les obstacles qui menacent l'indépendance des médias. Des événements dans plus de 100 pays ont célébré ce jour important. Plus de 200 journalistes ont assisté à une grande conférence en Égypte, transmise en direct au siège des Nations Unies à New York, tandis que la commémoration de



Le jeune artiste français Dusty « Duza » Brasseur met la dernière touche à sa peinture lors du 7^e Forum des jeunes de l'UNESCO.

© UNESCO/Stéphanie Cadel



Liberté de la presse dans le monde

Le journaliste iranien Ahmad Zeidabadi, actuellement détenu, a été le lauréat du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano 2011, choisi par un jury international indépendant composé de douze professionnels des médias. Le portrait de M. Zeidabadi a été placé sur un fauteuil vide lors de la cérémonie de remise du prix. Le prix est remis tous les ans, le 3 mai, à une personne, une organisation ou une institution qui a contribué d'une manière notable à la défense et/ou à la promotion de la liberté de la presse où que ce soit dans le monde, surtout si, pour cela, elle a pris des risques.

la Journée mondiale de la liberté de la presse se déroulait à Washington D.C. sur le thème « Médias du xxi^e siècle : nouveaux obstacles, nouvelles frontières ».

■ La sécurité des journalistes

La protection des journalistes a occupé le devant de la scène au siège de l'UNESCO en septembre, lors de la première réunion inter-agences sur la « Sécurité des journalistes et la question de l'impunité ». Les délibérations se sont conclues par la proposition d'un plan d'action pour l'ensemble des Nations Unies visant à améliorer la sécurité des journalistes.

L'UNESCO a organisé la conférence, faisant suite à l'adoption d'une décision sur la question de la sécurité des journalistes par son Programme international pour le développement de la communication (PIDC).

« La liberté de parler et la liberté d'écrire sont des préconditions essentielles à la transition vers la démocratie et la bonne gouvernance. » Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO

Les mesures contenues dans le Plan d'action comprennent l'établissement d'un mécanisme inter-agences coordonné, pour traiter les questions liées à la sécurité des journalistes et à l'impunité, et leur incorporation dans les stratégies nationales. Elles demandent également une coopération resserrée entre les États membres, les associations et les ONG de médias.

La Directrice générale Irina Bokova a condamné le meurtre de 62 journalistes en 2011.

■ Égalité des genres dans la salle de presse

Avec la publication du rapport mondial sur le statut des femmes dans les médias, l'UNESCO et la Fondation internationale des femmes dans les médias (IWMF) ont fait un pas très attendu vers la promotion de l'égalité des genres dans les médias. Le rapport comprend une série de données sur l'ampleur de la participation des femmes journalistes dans la collecte des informations, dans leur dissémination et dans la gestion des médias.

Ce rapport, résultat de deux ans de recherche, tente de dresser un tableau complet du statut des femmes dans les médias. Il met en évidence le besoin de réduire le fossé du genre dans les médias et contribue à documenter l'élaboration et la préparation des premiers indicateurs sensibles au genre pour les médias, qui seront lancés en 2012. Les indicateurs offriront aux organisations de médias un cadre pour assurer l'égalité des genres dans les contenus et les opérations des médias.

■ Solidarité avec les femmes journalistes en Palestine

Un groupe de soutien par les pairs, programme de formation et de stages pour les femmes journalistes, et une coalition de défense de la liberté d'expression en Cisjordanie et en bande de Gaza ont été mis en place avec le soutien de l'UNESCO.

Le programme de formation et de stages aide les diplômés des écoles de journalisme palestiniennes à trouver des emplois et à prolonger leurs études dans le domaine. Une attention particulière est portée aux femmes des groupes marginalisés, comme les Bédouins, les communautés rurales ou de réfugiés.

Ce programme complète le travail du groupe de soutien par les pairs, le Club des femmes journalistes palestiniennes, créé au premier semestre 2011. Le groupe a permis l'échange d'expériences et d'idées entre les femmes journalistes et a joué un rôle actif dans la défense de leurs droits et dans la dénonciation des attaques de harcèlement dont elles sont les victimes.

■ Le genre dans les médias en Namibie

Grâce au Fonds des OMD, le Bureau de l'UNESCO à Windhoek a mis en œuvre plusieurs activités destinées à augmenter l'autonomisation des femmes dans la région, en particulier la revue des cursus des institutions de médias en Namibie pour traiter du genre dans les médias et du reportage sensible au genre.

En outre un kit sur le genre pour les médias a été développé et plusieurs sessions de formation

La voix des femmes népalaises

Avec le soutien du PIDC, la radio Nari Arawaj a commencé à émettre en 2011. Connue également sous le nom de Radio de la voix des femmes, elle a pour objectif d'autonomiser les femmes népalaises et est gérée et animée par des femmes du district reculé de Jumla (Népal). Les émissions quotidiennes de la station engagent les femmes dans des discussions animées sur des questions courantes dont les problèmes de santé, l'emploi et les droits des femmes, et les questions d'environnement et de genre.

Ramlila Budha, une auditrice fidèle, remarque : « Pour la première fois, nous avons la possibilité d'exprimer nos opinions et nos inquiétudes, et d'être entendues. Nous pouvons parler nous-mêmes et non via une autre personne. »

ont été menées dans le but de prendre conscience des obstacles rencontrés par les femmes et les filles San dans la recherche de revenus.

■ Bioéthique et médias

Un programme de formation en ligne sur la bioéthique à destination des journalistes a été lancé en 2011 par le Bureau de l'UNESCO à Moscou en collaboration étroite avec l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation et avec d'éminents spécialistes des pays de la Communauté des États indépendants (CEI). La formation est centrée sur les valeurs et principes éthiques et sur les stratégies de sensibilisation. Un manuel sur la Bioéthique et le journalisme, trace le rôle des médias dans l'émergence et l'évolution de la bioéthique et apporte des recommandations aux journalistes sur la façon d'aborder des questions sensibles de bioéthique. Il a été présenté aux journalistes lors de séminaires dans la région à la fin de l'année 2011.



© DIS/WICE-UNFPA

■ Vulnérabilité humaine et intégrité de la personne

Après trois années de travail, le Comité international de Bioéthique de l'UNESCO (CIB) a publié son rapport sur le principe du respect de la vulnérabilité humaine et de l'intégrité personnelle, selon les termes de la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme. La réflexion instructive du CIB et ses recommandations documentées ont pour objectif de pousser les gouvernements

à travailler d'une manière cohérente et efficace pour assurer que les besoins de base en matière de santé et de bien-être humain soient satisfaits, tout spécialement pour les plus vulnérables.

■ Bioéthique et égalité des genres

L'égalité des genres a été le thème d'un débat fructueux dans deux initiatives régionales sur la bioéthique : une conférence

Le rapport du CIB de l'UNESCO sur le principe de respect de la vulnérabilité humaine et de l'intégrité personnelle montre que les communautés vulnérables sont souvent dépourvues d'accès à des soins de santé de qualité et aux médicaments de base.

L'acteur et réalisateur américain Forest Whitaker et le professeur Homi K. Bhabha, de Harvard, lors de la seconde réunion du Haut panel sur la paix et le dialogue entre les cultures au siège des Nations Unies à New York en mars.



en République du Tatarstan (Fédération de Russie) et une conférence régionale dans les États arabes.

La conférence du Tatarstan a réuni des experts internationaux sur une vaste gamme de sujets en relation avec les questions de genre. Elle a recommandé un renforcement de l'engagement pour l'éducation à la bioéthique dans les pays de la CEI utilisant le cursus de base de l'UNESCO, y compris l'analyse des genres.

La première conférence du Réseau régional de bioéthique sur les questions relatives aux femmes dans la région arabe s'est tenue en décembre au Caire. Les obstacles au bien-être et aux droits des femmes dans la région ont été discutés, tels que la stigmatisation associée au test génétique prémarital (Bahreïn), les complications sanitaires dues au mariage précoce et à la pauvreté (Yémen), l'insuffisance des personnels de santé et l'accès limité aux soins médicaux de pointe (Palestine) et les mutilations génitales féminines (Soudan et Égypte).

■ Philosophie et partage équitable des bienfaits de la science

Un panel de haut niveau sur la philosophie et le partage équitable des bienfaits de la science s'est tenu au siège de l'UNESCO lors de la Journée mondiale de la philosophie, le 18 novembre. La discussion a permis d'aborder des questions concrètes comme l'établissement d'un Fonds d'impact sur la santé pour stimuler la recherche et le développement de produits pharmaceutiques essentiels pour la vie, qui réduirait de façon substantielle le poids mondial de la maladie.

■ Renforcer le programme Eau pour la paix en Amérique latine

Le programme Des conflits potentiels à un potentiel de coopération (PCCP) facilite le dialogue interdisciplinaire pour la promotion de la paix, de la coopération et du développement

dans la gestion des ressources en eau, grâce à des sessions de formation pour des professionnels du secteur et des diplomates. Une session de formation des professionnels, « Prévention des conflits et coopération pour la gestion des ressources en eau en Amérique latine » s'est tenue en juin en République dominicaine et a accueilli des participants de 12 pays.

La stratégie de l'UNESCO dans le domaine des sciences pour soutenir la reconstruction d'Haïti a comporté une étude des ressources en eau communes à la République dominicaine et Haïti. Cette étude fournira des directives et des recommandations pour une gestion durable conjointe de cette ressource partagée.

■ Réponse à la sécheresse dans la Corne de l'Afrique

Un mapping des eaux souterraines a été effectué en 2011 dans la région de la Corne de l'Afrique frappée par la sécheresse et la famine, pour tenter de fournir de l'eau douce aux populations locales. L'UNESCO utilise une nouvelle technologie de télédétection développée par Radar Technologies International pour générer des cartes en haute résolution du potentiel en eaux souterraines, qui indiquent les points de forage pour trouver de l'eau.

■ Stimuler la coopération Sud-Sud

Le Centre international de l'UNESCO pour la coopération Sud-Sud dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation (ITIC), à Kuala Lumpur (Malaisie), a entrepris une série d'activités en 2011. Il a accueilli un congrès pour les sciences dans le Pacifique et un atelier régional Rio+20 pour l'Asie et le Pacifique, organisé avec le Conseil international des sciences en préparation de la conférence Rio+20.

■ Anti-dopage : une nouvelle étape

Vingt-six projets ont été approuvés en 2011 sous l'égide du Fonds de l'UNESCO pour l'élimination du dopage dans le sport, qui comprennent des programmes d'éducation préventive, de développement de législations anti-dopage et de renforcement des capacités

Au Mali, l'UNESCO a collaboré avec la Commission nationale de lutte contre le dopage pour mener une étude nationale d'évaluation des connaissances des jeunes athlètes dans le domaine du dopage et de la santé, dans le but de planifier des actions efficaces d'éducation et de prévention.

dans le domaine pour les pays les moins avancés ou les pays à bas revenu.

Au Sénégal, un programme de formation a ciblé le personnel médical et paramédical, les anciens athlètes de haut niveau et les gestionnaires de fédérations sportives.

La Bosnie-Herzégovine s'est engagée dans la traduction du matériel pédagogique anti-dopage dans les différentes langues du pays, en vue d'une distribution aux groupes sportifs et aux organisations sportives et de jeunesse du pays.

Un projet régional impliquant El Salvador, le Guatemala, le Nicaragua et le Panama a débouché sur un programme de sensibilisation pendant les Jeux de la jeunesse d'Amérique centrale de 2011.



« Imaginer la paix »

La Directrice générale de l'UNESCO Irina Bokova et le Président du Málaga Club de Fútbol (Málaga CF) ont signé le 1^{er} juin un accord de quatre ans visant à promouvoir la paix par le biais du sport, de l'internet et des médias sociaux. « Imaginer la paix » est le principal message de l'accord par lequel l'UNESCO et le Málaga CF se sont associés et mobilisent leurs réseaux et communautés pour promouvoir des actions en faveur du dialogue interculturel, de l'éducation, de la lutte contre le dopage et de la lutte contre le racisme.

Le joueur néerlandais Ruud van Nistelrooy avec le nouveau maillot du Málaga CF portant le logo de l'UNESCO.

■ Renforcer le combat international contre le racisme

Fin 2011, l'UNESCO a achevé un rapport sur les meilleures pratiques de la Coalition internationale des villes contre le racisme, fondé sur les rapports bisannuels envoyés par les villes membres. Ce recueil de meilleures pratiques fournira une source d'inspiration et de discussions aux municipalités sur les façons de combattre la discrimination.

Une stratégie pour l'élargissement des coalitions européenne et latino-américaine a été élaborée, dans le but d'intensifier leur travail de lutte contre la discrimination.

Pour faire face au racisme et à la discrimination en Afrique australe, la Coalition des villes africaines contre le racisme et la discrimination a adopté un cadre opérationnel en janvier, lors d'une conférence à Durban (Afrique du Sud).

■ Arrêter le harcèlement homophobe

Lors de la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre, l'UNESCO a organisé la toute première consultation des Nations Unies sur le harcèlement homophobe dans les institutions éducatives. Les participants ont passé en revue l'étendue et l'impact de cet important problème et ont discuté des meilleures pratiques pour y faire face par la programmation et les politiques. La réunion a demandé à tous les gouvernements de se préoccuper de l'existence de préjugés et de violences à l'encontre des élèves et étudiant(e)s lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes (LGBTI) dans les établissements d'éducation élémentaires, secondaires et tertiaires dans le monde.

■ S'engager avec les peuples autochtones

L'évolution des cadres politiques et des valeurs de droits de l'homme a transformé le paysage international pour ce qui concerne les populations autochtones. L'UNESCO élabore une politique pour s'assurer que ses programmes traitent les besoins et les droits spécifiques des populations autochtones. En novembre, un événement a été organisé en marge de la Conférence générale pour lancer le processus de développement politique. Trois porte-parole autochtones de haut niveau venant d'institutions clés des Nations Unies travaillant sur les droits des peuples autochtones ont assisté à cet événement. Un exercice de cadrage a été entrepris sur les mandats et le travail actuel de l'UNESCO en relation avec les populations autochtones, de façon à préparer la nouvelle politique.

■ Réforme de l'éducation : améliorer la vie des réfugiés palestiniens

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et l'UNESCO ont

L'entreprenariat culturel renforce les femmes marginalisées

Le Programme de soutien aux industries créatives au Cambodge, qui a transmis des compétences entrepreneuriales précieuses à plus de 800 artisans des communautés rurales les plus marginalisées, s'est terminé en 2011. Mis en œuvre par l'UNESCO, agence chef de file, en coopération avec la FAO, l'OIT et le PNUD, ce programme était financé par le Fonds pour la réalisation des OMD.

Les bénéficiaires, approximativement 1 250, vivant auparavant avec moins d'un dollar par jour, comprenaient plus de 800 artisans dont 67 % étaient des femmes et plus de 87 % de personnes issues de groupes autochtones. La formation a permis à la majorité des femmes participantes de rester dans leurs villages et de générer un revenu supplémentaire pour la famille, renforçant ainsi leur position dans la famille et la communauté.







© UNRWA

La stratégie de réforme de l'éducation UNRWA/UNESCO pour 2011-2015 améliorera la qualité d'apprentissage des élèves palestiniens réfugiés dans les 700 écoles de l'UNRWA.

lancé une stratégie de réforme de l'éducation à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants, le 5 octobre 2011. La réforme a pour objectif d'orienter la pratique en classe et la dynamique de l'apprentissage vers la réponse aux besoins de tous les enfants et élèves. Elle adopte une approche intégrée, mettant l'accent sur huit domaines : développement des enseignants, évaluation des programmes et des élèves, éducation inclusive, enseignement et formation techniques et professionnelles, gouvernance, planification stratégique, recherche, communication, partenariats et plaidoyer.

■ Éducation spéciale et inclusion en Amérique latine et dans les Caraïbes

Des représentants des ministères de l'éducation de 17 pays d'Amérique latine et d'Espagne ont participé à un symposium sur l'accessibilité et l'inclusion dans l'éducation à Montevideo (Uruguay) en octobre. La Déclaration de Montevideo qui en est la conclusion souligne le besoin de supprimer les obstacles à la réalisation du droit à une éducation de qualité pour tous. Ceci implique de réexaminer les programmes, les espaces d'enseignement, l'utilisation des TIC, et d'assurer l'égalité dans les conditions du cadre physique. Un autre congrès sur l'éducation inclusive soutenu par l'UNESCO,

Trois jours après le tsunami et l'accident à la centrale nucléaire de Sendai (Japon) le 11 mars, un programme soutenu par l'UNESCO a récolté plus d'un million d'euros pour l'aide à la reconstruction des écoles. En juillet, les écoliers affectés par cette catastrophe ont reçu quelque 30 000 messages de solidarité venant d'enfants du monde entier, dans le cadre de la campagne de solidarité de l'UNESCO, « Kizuna ».



l'Éducation pour tous : les défis de l'éducation dans la diversité, s'est déroulé en Colombie en octobre, réunissant 800 participants de tous les contextes pédagogiques.

■ Nouvelle stratégie pour l'éducation au VIH et au SIDA

Pour améliorer la capacité des systèmes éducatifs à répondre à la pandémie de SIDA, l'UNESCO a rendu publique en octobre sa nouvelle stratégie, centrée sur trois domaines prioritaires : construire les compétences des pays pour leur permettre d'élaborer des réponses éducatives durables au VIH, renforcer l'éducation complète au VIH et à la sexualité, et améliorer l'égalité des genres et protéger les droits humains. La stratégie met fortement l'accent sur la prévention du VIH dans le contexte plus large de la promotion de la santé, afin de s'assurer que tous les élèves aient accès à une éducation complète au VIH.

Pour promouvoir l'égalité des genres, l'UNESCO et L'initiative des Nations Unies en faveur de l'éducation des filles (UNGEI) ont lancé un concours de dessins dans la région Asie-Pacifique sur le thème « Genre et droits de l'homme ». Plus de 3 000 dessins ont été reçus de 24 pays, illustrant comment l'égalité des genres dans l'éducation est bénéfique pour tous.



Les TIC dans l'éducation pour les personnes handicapées

Cette revue des pratiques novatrices des TIC dans l'éducation pour les personnes handicapées comprend 12 études de cas et plus de 20 vignettes sur l'Europe, l'Asie et l'Amérique latine. Elle illustre l'apport des TIC dans l'accès à l'information et au savoir dans les situations d'apprentissage et d'enseignement, dans la communication et l'interaction personnelle, et dans l'accès aux procédures administratives en éducation.

■ Travailler ensemble pour le développement durable

L'UNESCO a travaillé activement à la préparation de la 4^e Conférence sur les pays les moins avancés qui a eu lieu à Istanbul (Turquie) en mai, pendant laquelle fut adopté le Programme d'action d'Istanbul par lequel les gouvernements s'engagent à assurer que la moitié des pays les moins avancés (48) atteigne les critères de classement avant 2020. Les préparations ont compris la publication, en mars, d'un rapport très innovant, UNESCO, *Building Human Capacities in Least Developed Countries to Promote Poverty Eradication and Sustainable Development* (Renforcer les capacités humaines dans les pays les moins avancés pour promouvoir l'éradication de la pauvreté et le développement durable).

L'UNESCO a également réaffirmé son engagement envers l'ordre du jour de la réforme des Nations Unies à la conférence intergouvernementale « Unis dans l'action » de Montevideo (Uruguay) en novembre. Dans la Déclaration émise à l'issue de la conférence, les représentants des gouvernements ont réaffirmé qu'il n'était pas question de retourner aux pratiques antérieures et qu'il était maintenant temps de porter « Unis dans l'action » au-delà de la phase pilote. Les participants ont en outre réaffirmé que le rythme de la réforme des Nations Unies devait être maintenu et que le processus méritait d'être mené à terme et renforcé. L'UNESCO s'est engagée activement dans cette initiative et dans d'autres exercices de programmation conjointe de l'ONU.

Herbie Hancock, icône du jazz, joue au siège de l'UNESCO après la cérémonie de sa nomination comme Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO pour le dialogue interculturel le 22 juillet 2011.

© UNESCO/Ania Freindorf





Cérémonie d'ouverture
de la Conférence générale.
© UNESCO/Danica Bijeljic

La 36^e session de la Conférence générale





1

① *La Directrice générale Irina Bokova, la Présidente sortante du Conseil exécutif Eleonora Mitrofanova et la Présidente de la 36^e session Katalin Bogyay (Hongrie), nouvellement élue, accueillant Pal Schmitt, Président de Hongrie.*

© UNESCO/Éric Bouttier



2

② *Dilma Rousseff, Présidente du Brésil, n'a pas participé à la Conférence générale mais est passée voir la Directrice générale pendant l'événement.*

© UNESCO/Éric Bouttier



3

③ *Alissandra Cummins (Barbade) a été élue Présidente du Conseil exécutif.*

© UNESCO/Danica Bijeljic



4

④ *La Directrice générale avec Georgi Parvanov, Président de Bulgarie.*

© UNESCO/Danica Bijeljic



5

⑤ *Katalin Bogyay, Présidente de la Conférence générale, et Getachew Engida, Directeur général adjoint, accueillant Johnson Toribiong, Président de la République des Palaos.* © UNESCO/Éric Bouttier



6

⑥ *Susilo Bambang Yudhoyono, Président de l'Indonésie, a pris part aux célébrations du 10^e anniversaire de la Déclaration sur la diversité culturelle.* © UNESCO/Dou Matar Gueye

⑦ *Ali Bongo Ondimba, Président du Gabon (à gauche), et Alassane Ouattara, Président de la Côte d'Ivoire, ont fait partie des chefs d'État qui ont assisté au Forum des dirigeants à l'ouverture de la Conférence.* © UNESCO/Éric Bouttier

⑧ *Eleonora Mitrofanova, ancienne Présidente du Conseil exécutif, accueillant Boris Tadić, Président de la République de Serbie.* © UNESCO/Dou Matar Gueye



7



8



1

① *Gala de Mongolie, 25 octobre.*
© UNESCO/Thierry Rambaud



2

② *Rolf-Dieter Heuer, Directeur général du CERN, et Gretchen Kalonji, Sous-Directrice générale pour les sciences exactes et naturelles, lancent la publication CERN/UNESCO, Large Hadron Collider (LHC).* © UNESCO/Stéphanie Cadel



3

③ *Katalin Bogyay (Hongrie), Présidente de la 36^e session de la Conférence générale.* © UNESCO/Éric Bouttier



4

④ *Sept chefs d'État ont pris part au Forum des dirigeants et exploré les moyens pour l'UNESCO de contribuer à une culture de paix et de développement durable.*
© UNESCO/Thierry Rambaud

5



⑤ *Vigdís Finnbogadóttir, ancienne Présidente d'Islande, lors de la Conférence sur l'éducation des filles et des femmes.*

© UNESCO/Dou Matar Gueye

⑥ *Le Danemark a transféré à l'UNESCO la propriété du Globe symbolique conçu par le célèbre ingénieur civil danois Erik Reitzel.*

© UNESCO/Danica Bijeljic

⑦ *Célébration du 10^e anniversaire de la Déclaration sur la diversité culturelle.*

© UNESCO/Dou Matar Gueye



7



6



① *Un atelier scientifique pour les jeunes a été organisé lors du lancement de la publication Large Hadron Collider, produite avec le CERN.*

© UNESCO/Stéphanie Cadel


② *Le Conseil exécutif a voté pour renouveler la moitié de ses membres.*

© UNESCO/Stéphanie Cadel

③ *La Directrice générale avec David Killion, Ambassadeur des États-Unis à l'UNESCO, et Roger Sayre, scientifique de l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS), au lancement de l'Atlas d'images satellite des sites de la liste du patrimoine mondial en péril.*

© UNESCO/Stéphanie Cadel





④ *Suite au vote de la Conférence générale qui a admis la Palestine comme État membre, le Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas s'est rendu au siège de l'UNESCO le 13 décembre pour la cérémonie de lever de drapeau.*

© UNESCO/Danica Bijeljic

UNESCO



Annexes



1. Rapport financier

La situation financière de l'Organisation

Suite à la suspension d'une contribution importante au Programme régulier, l'Organisation s'est trouvée face à un déficit potentiel de financement de 72 millions de dollars des États-Unis pour l'année se terminant le 31 décembre 2011. Cette situation a provoqué l'introduction de mesures d'austérité pour les deux derniers mois de cette année. Au 31 décembre, l'Organisation avait été

capable de réduire les frais de 31,2 millions de dollars grâce à l'application d'un certain nombre de mesures. La différence de 40,8 millions a été comblée grâce à l'utilisation du fonds de roulement et d'avances d'États membres.

Dans les circonstances actuelles, l'Organisation va devoir réduire les frais prévus au 36 C/5 (563 millions de dollars) de 28,9 % (188 millions de dollars)

pour pouvoir combler le déficit de 2011 et anticiper 2012-2013. La Directrice générale, pour faire face au déficit de financement, a également créé un Fonds spécial d'urgence multi-donneurs pour les programmes prioritaires de l'UNESCO et les initiatives de réforme. Au 31 décembre 2011, 20,3 millions de dollars avaient été effectivement reçus et 16,5 promis.

Résumé de l'état de la situation financière (non audité) – au 31 décembre 2011

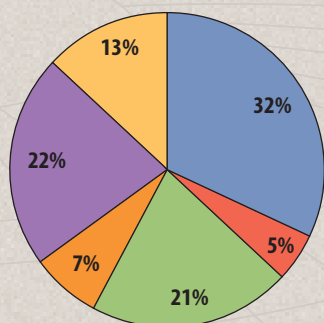
	\$'000	31/12/2011	31/12/2010
ACTIFS	Actifs courants		
	Trésorerie et équivalents de trésor	114 289	106 690
	Placements à court terme	533 236	617 143
	Autres actifs courants	78 244	145 994
	Actifs non courants		
	Immobilisations corporelles	623 655	633 346
	Autres actifs non courants	4 774	14 877
	Total des actifs	1 354 198	1 518 050
PASSIF	Passifs courants		
	Paielements reçus par anticipation	116 462	80 280
	Autres passifs courants	130 741	154 910
	Passifs non courants		
	Prestations dues au personnel	796 056	784 221
	Autres passifs non courants	61 787	70 567
		Total des passifs	1 105 046
	Actif net	249 152	428 072
ACTIF NET/ SITUATION NETTE	Réserves et soldes des fonds	372 642	551 562
	Réserves d'ouverture IPSAS	-123 490	-123 490
	Total actif net/situation nette	249 152	428 072

Résumé de l'état de la performance financière (non audité) – au 31 décembre 2011

	\$'000	31/12/2011	31/12/2010	
PRODUITS	Contributions mises en recouvrement	356 474	377 290	
	Contributions volontaires	308 947	322 778	
	Autres produits	68 002	64 535	
	Total des produits	733 423	764 603	
CHARGES	Coûts des prestations dues au personnel	427 781	398 209	
	Consultants, experts et missions	60 501	55 377	
	Subventions et autres transferts	59 984	65 045	
	Fournitures, consommables et coûts d'exploitation	77 208	81 603	
	Services contractuels	165 122	140 143	
	Autres charges	148 635	56 344	
		Total des charges	939 231	796 721
		Déficit pour l'année	-205 808	-32 118

Les états financiers complets, accompagnés du rapport financier de la Directrice générale, seront publiés après l'audit.

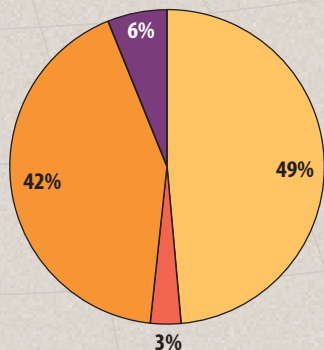
Financement du programme et en relations au programme, 2011 – en millions de dollars des États-Unis



Total : 527 m\$

- Éducation : **166 m\$**
- Général et autres : **118 m\$**
- Sciences exactes et naturelles : **113 m\$**
- Culture : **67 m\$**
- Sciences sociales et humaines : **37 m\$**
- Communication et information : **26 m\$**

Revenus par source de financement, 2011 – en millions de dollars des États-Unis



Total : 733 millions\$

- Contributions mises en recouvrement : **356 m\$**
- Contributions volontaires : **309 m\$**
- Autres : **45 m\$**
- Activités génératrices de revenus : **23 m\$**

10 plus gros donateurs pour les projets extrabudgétaires et les instituts, 2011

en milliers de dollars des États-Unis

Italie	35 439
Brésil	34 339
Pays-Bas	24 333
Bureau de Son Excellence Sheikha Mozah	20 000
PNUD	17 385
Japon	16 715
Norvège	11 322
Commission européenne	7 433
Nigéria	6 559
France	6 197

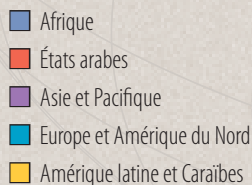
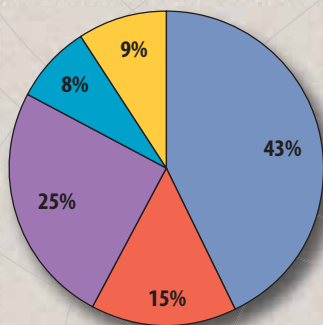
2. Bourses

483 bourses d'études et de voyages ont été accordées au titre de programmes ordinaires et extrabudgétaires, pour un total de 7 900 798 dollars :

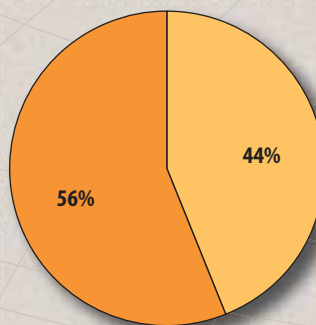
- 320 bourses au titre du budget régulier et du programme de bourses coparrainé (grâce au capital d'amorçage de l'UNESCO) ;
- 163 bourses au titre de projets extrabudgétaires (fonds en dépôt) : 78 bourses coparrainées L'Oréal-UNESCO pour des jeunes femmes se consacrant à l'étude des sciences de la vie, 45 au titre du Programme de bourses UNESCO-Arabie saoudite et 40 au titre du Programme de bourses de recherche UNESCO-Programme Keizo Obuchi.

Répartition des bourses

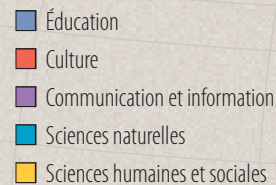
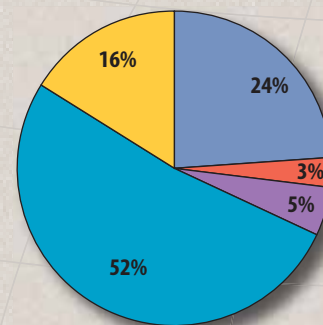
Par région



Par sexe



Par domaine d'étude



3. Prix

PRIX FÉLIX HOUPHOUET-BOIGNY POUR LA RECHERCHE DE LA PAIX

Les Grands-mères de la Place de mai (Argentine)

Éducation

UNESCO-EMIR JABER AL-AHMAD AL-JABER AL-SABAH 2011

Douglas Biklem (États-Unis)

CONFUCIUS-UNESCO D'ALPHABÉTISATION

Room to read (Espace de lecture) (États-Unis) et Collectif Alpha Ujuvi (République démocratique du Congo)

PRIX D'ALPHABÉTISATION UNESCO DU ROI SEJONG

Service national d'alphabétisation (Burundi) et Institut national pour l'éducation des adultes (Mexique)

Sciences naturelles

PRIX ET BOURSES L'ORÉAL-UNESCO POUR LES FEMMES DE SCIENCE

Lauréates : Faiza Al-Kharafi (Koweït), Vivian Wing-Wah Yam (Chine), Anne l'Huillier (Suède), Silvia Torres-Peimbert (Mexique) et Jillian Banfield (États-Unis)

Boursières : Germaine L. Minoungou (Burkina Faso), Justine Germe Nzweundji (Cameroun), Fadzai Zengeya (Zimbabwe), Andia Chaves

Fonnegra (Colombie), Isabel Cristina Chinchilla Soto (Costa Rica), Alejandra Jaramillo Gutiérrez (Panama), Jiban Jyoti Panda (Inde), Ladan Teimoori-Toolabi (Iran), Nilufar Mamadaliyeva (Ouzbékistan), Reyam Al-Malikey (Iraq), Mais Absi (Syrie), Samia Elfékih (Tunisie), Triin Vahisalu (Estonie), Hagar Gelbard-Sagiv (Israël) et Tatiana Lopatina (Russie)

RÉCOMPENSE MAB POUR LES JEUNES

SCIENTIFIQUES Aah Ahmad Almulqu (Indonésie), David Paz-García (Mexique), Raimundo Elias Gomez (Argentine), Iordan Hristov (Bulgarie), Elizabeth Kearsley (Belgique), Maria Pukinskaya (Fédération de Russie), Heriosa Razakanirina (Madagascar), Laura Riba-Hernández (Costa Rica), Jariya Sakayaroj (Thaïlande), Juan Carlos Silva Tamayo (Colombie), Choe Yong Min (République populaire démocratique de Corée) et Horacio Sirolli et Luciano Iribarren (Argentine)

BOURSE MICHEL BATISSE POUR LES RÉSERVES DE BIOSPHÈRE

Nizar Hani (Liban)

**PRIX SULTAN QABUS POUR LA PRÉSERVATION
DE L'ENVIRONNEMENT** Institut de recherche en foresterie (Nigéria)

PRIX KALINGA DE VULGARISATION

SCIENTIFIQUE René Raúl Drucker Colín (Mexique)

Sciences humaines et sociales

**PRIX UNESCO-MADANJEET SINGH POUR LA
PROMOTION DE LA TOLÉRANCE ET DE LA NON-
VIOLENCE** Anarkali Honaryar (Afghanistan), militante des droits de la femme, et Khaled Abu Awwad (Palestine), militant de la paix

Culture

PRIX UNESCO SHARJAH POUR LA CULTURE

ARABE Ali Mahdi Nouri (Soudan), acteur et directeur de théâtre, et Chérif Khaznadar (France), poète et romancier

PRIX INTERNATIONAL MELINA MERCOURI POUR LA SAUVEGARDE ET LA GESTION DES PAYSAGES

CULTURELS Le paysage culturel de Battir (Palestine) et le Musée culturel et historique Réserve de Garni (Arménie)

Communication et information

**PRIX MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE
LA PRESSE UNESCO/GUILLERMO CANO** Ahmad Zeidabadi (Iran)

PRIX UNESCO/JIKJI MÉMOIRE DU MONDE Archives nationales d'Australie

4. Inscriptions sur la Liste du patrimoine mondial

Sites culturels

ALLEMAGNE, AUTRICHE, FRANCE, ITALIE, SLOVÉNIE, SUISSE

- Sites palafittiques préhistoriques autour des Alpes

ALLEMAGNE

- Usine Fagus à Alfeld

BARBADE

- Centre historique de Bridgetown et sa garnison

CHINE

- Paysage culturel du lac de l'Ouest de Hangzhou

COLOMBIE

- Paysage culturel du café de Colombie

ÉMIRATS ARABES UNIS

- Sites culturels d'Al Aïn (Hafit, Hili, Bidaa Bint Saud et les oasis)

ESPAGNE

- Paysage culturel de la Serra de Tramuntana

ÉTHIOPIE

- Paysage culturel du pays Konso

FRANCE

- Les Causses et les Cévennes, paysage culturel de l'agro-pastoralisme méditerranéen

IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')

- Le Jardin persan

ITALIE

- Les Lombards en Italie. Lieux de pouvoir (568-774 après J.-C.)

JAPON

- Hiraizumi – Temples, jardins et sites archéologiques représentant la Terre pure bouddhiste

KENYA

- Fort Jésus, Mombasa

MONGOLIE

- Ensembles de pétroglyphes de l'Altaï mongol

NICARAGUA

- Cathédrale de León

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

- Villages antiques du Nord de la Syrie

SÉNÉGAL

- Delta du Saloum

SOUDAN

- Sites archéologiques de l'île de Meroé

TURQUIE

- Mosquée Selimiye et son ensemble social

UKRAINE

- Résidence des métropolites de Bucovine et de Dalmatie

VIET NAM

- Citadelle de la dynastie Hô

Sites naturels

AUSTRALIE

- Côte de Ningaloo

JAPON

- Îles d'Ogasawara

KENYA

- Réseau des lacs du Kenya dans la vallée du Grand Rift

Site mixte (à la fois culturel et naturel)

JORDANIE

- Zone protégée du Wadi Rum

Extension

ALLEMAGNE, SLOVAQUIE, UKRAINE

- Forêts primaires de hêtres des Carpates et forêts anciennes de hêtres d'Allemagne

5. Inscriptions sur la Liste du patrimoine culturel immatériel

Liste du patrimoine immatériel nécessitant une sauvegarde urgente

BRESIL

- Le Yaokwa, rituel du peuple Enawene Nawe pour le maintien de l'ordre social et cosmique

CHINE

- Le Yimakan, les récits oraux des Hezhen

ÉMIRATS ARABES UNIS

- Al Sadu, tissage traditionnel dans les Émirats arabes unis

INDONÉSIE

- La danse Saman

IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')

- Le Naqqāli, narration dramatique iranienne
- Les compétences traditionnelles de construction et de navigation des bateaux iraniens Lenj dans le golfe Persique

MALI

- La société secrète des Kôrédugaw, rite de sagesse du Mali

MAURITANIE

- L'épopée maure T'heydinne

MONGOLIE

- La technique d'interprétation du chant long des joueurs de flûte limbe – la respiration circulaire

PÉROU

- Eshuva, prières chantées en Harákmbut des Huachipaire du Pérou

VIET NAM

- Le chant Xoan de la Province de Phú Thọ

Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité

BELGIQUE

- Le répertoire du rituel des classes d'âge de Louvain

CHINE

- Le théâtre d'ombres chinoises

CHYPRE

- Les Tsiattista, joutes poétiques

COLOMBIE

- Le savoir traditionnel des chamanes jaguars de Yuruparí

CROATIE

- Le Nijemo Kolo, ronde dansée silencieuse de l'arrière-pays dalmate
- La pratique du chant et de la musique bečarac de Croatie orientale

ESPAGNE

- La fête de « la Mare de Déu de la Salut » d'Algemésí

FRANCE

- L'équitation de tradition française

JAPON

- Le Sada Shin Noh, danse sacrée au sanctuaire de Sada, Shimane
- Le Mibu no Hana Taue, rituel du repiquage du riz à Mibu, Hiroshima

MALI – BURKINA FASO

- Pratiques et expressions culturelles liées au balafon des communautés Sénoufo du Mali et du Burkina Faso

MEXIQUE

- Le Mariachi, musique à cordes, chant et trompette

PÉROU

- Le pèlerinage au sanctuaire du seigneur de Qoyllurit'i

PORTUGAL

- Le Fado, chant populaire urbain du Portugal

REPUBLIQUE DE CORÉE

- Le Jultagi, marche sur corde raide
- Le Taekkyeon, un art martial traditionnel coréen
- Le tissage du Mosi (ramie fine) dans la région de Hansan

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

- La Chevauchée des Rois dans le sud-est de la République tchèque

TURQUIE

- La tradition cérémonielle du Keşkek

Programmes, projets et activités visant à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel considérés comme reflétant le mieux les principes et les objectifs de la Convention

BELGIQUE

- Un programme pour cultiver la ludodiversité : la sauvegarde des jeux traditionnels en Flandre

BRESIL

- L'appel à projets du Programme national du patrimoine immatériel
- Le musée vivant du Fandango

ESPAGNE

- La revitalisation du savoir traditionnel de l'élaboration de la chaux artisanale à Morón de la Frontera, Séville, Andalousie

HONGRIE

- La méthode Táncház : un modèle hongrois pour la transmission du patrimoine culturel immatériel

6. Nouveaux géoparcs soutenus par l'UNESCO

CHINE Hong Kong

CHINE Tianzhusuan

ESPAGNE Sierra Norte de Sevilla

ESPAGNE Villuercas Ibores

FRANCE Bauges

IRLANDE Burren et les falaises de Moher

ISLANDE Katla

ITALIE Alpes apuanes

JAPON Muroto

7. Condamnations de meurtres de journalistes

AFGHANISTAN

- Ahmad Omed Khpalwak
- Farhad Taqaddosi

AUTORITÉ PALESTINIENNE

- Vittorio Arrigoni

BAHRÉÏN

- Zakariya Rashid Hassan
- Karim Fakhrawi

BOLIVIE

- David Niño de Guzmán
- Luciano Leitão Pedrosa
- Valério Nascimento
- Auro Ida
- Valderlei Canuto Leandro

COLOMBIE

- Luis Eduardo Gómez

ÉGYPTE

- Ahmed Mohammed Mahmoud

EL SALVADOR

- Alfredo Antonio Hurtado

FÉDÉRATION DE RUSSIE

- Yakhya Magomedov
- Hadzhimurad Kamalov

HONDURAS

- Adan Benítez
- Nery Jeremías Orellana
- Medardo Flores
- Luz Marina Paz Villalobos

INDE

- Umesh Rajput
- Jyotirmoy Dey

IRAQ

- Hilal al-Ahmadi
- Sabah al-Bazee
- Taha Hameed
- Alwan al-Ghorabi
- Hadi al-Mahdi

LIBYE

- Ali Hassan Al-Jaber
- Mohammed al-Nabbous
- Tim Hetherington
- Chris Hondros

MEXIQUE

- Pablo Ruelas Barraza
- Misael López Velasco
- Miguel Angel López Velasco
- Angel Castillo Corona
- Yolanda Ordaz de la Cruz
- Humberto Millán Salazar
- Ana María Yarce Viveros
- Rocío González Trápaga
- María Elizabeth Macías

NIGÉRIA

- Zakariya Isa

PAKISTAN

- Ilyas Nizzar
- Abdost Rind
- Nasrullah Afridi
- Munir Shakar
- Faisal Qureshi

PÉROU

- Julio Castillo Narváez
- Pedro Alfonso Flores Silva
- José Oquendo Reyes

PHILIPPINES

- Gerardo Ortega
- Marlina 'Len' Flores-Sumera
- Niel Jimena
- Roy Bagtikan Gallego

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

- Ferzat Jarban

RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

- Witness-Patchelly Kambale Musonia

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

- José Agustín Silvestre

SOMALIE

- Abdisalam Sheikh Hassan

TUNISIE

- Lucas Mebrouk Dolega

VENEZUELA (REPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)

- Wilfred Iván Ojeda

VIET NAM

- Le Hoang Hung

YÉMEN

- Jamal Ahmed al-Sharabi
- Abdel Majid Al-Samawi
- Abdel Hakim Al-Nour

8. Ratifications de conventions adoptées sous l'égide de l'UNESCO

Convention internationale contre le dopage dans le sport (2005)

VANUATU 26/01/2011 *Ratification*
CHILI 11/02/2011 *Ratification*
KIRGHIZISTAN 04/03/2011 *Adhésion*
SRI LANKA 09/03/2011 *Adhésion*
OUZBÉKISTAN 29/04/2011 *Ratification*
GAMBIE 03/05/2011 *Ratification*
MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)
07/06/2011 *Ratification*
BÉNIN 04/08/2011 *Ratification*
SOUDAN 27/09/2011 *Ratification*
LIBÉRIA 06/10/2011 *Ratification*
BHOUTAN 14/11/2011 *Ratification*
DOMINIQUE 28/11/2011 *Adhésion*
MALTE 06/12/2011 *Ratification*
ZIMBABWE 13/12/2011 *Ratification*
BELIZE 16/12/2011 *Ratification*

Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005)

COSTA RICA 15/03/2011 *Ratification*
GAMBIE 26/05/2011 *Ratification*
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE
18/10/2011 *Ratification*
PALESTINE 08/12/2011 *Ratification*

Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003)

SUÈDE 26/01/2011 *Ratification*
POLOGNE 16/05/2011 *Ratification*
GAMBIE 26/05/2011 *Ratification*
BRUNÉI DARUSSALAM (LE)
12/08/2011 *Ratification*
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE
18/10/2011 *Ratification*
PALAOIS (LES) 02/11/2011 *Ratification*
TURKMÉNISTAN 25/11/2011 *Ratification*
PALESTINE 08/12/2011 *Ratification*
KAZAKHSTAN 28/12/2011 *Ratification*

Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (2001)

NAMIBIE 09/03/2011 *Ratification*
MAROC 20/06/2011 *Ratification*
BÉNIN 04/08/2011 *Ratification*
JAMAÏQUE 09/08/2011 *Ratification*
PALESTINE 08/12/2011 *Ratification*

Convention concernant la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite (1974)

CHILI 08/12/2011 *Adhésion*

Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972)

BRUNÉI DARUSSALAM (LE)
12/08/2011 *Ratification*
PALESTINE 08/12/2011 *Ratification*

Deuxième Protocole à la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1999)

OMAN 16/05/2011 *Ratification*

9. Délégués permanents ayant présenté leurs lettres de créances

Afrique

TOGO S. E. M. Calixte Batossie Madjoulba
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire du Togo en France,
Délégué permanent (21/01/2011)

TANZANIE (RÉPUBLIQUE-UNIE DE)
S. E. Mme Begum Karim Taj
Ambassadrice
extraordinaire et plénipotentiaire de la
République unie de Tanzanie en France,
Déléguée permanente (02/02/2011)

ÉTHIOPIE S. E. M. Teshome Toga
Ambassadeur
extraordinaire et plénipotentiaire de l'Éthiopie
en France, *Délégué permanent (11/02/2011)*

BURUNDI S. E. M. Gaspard Musavyarabona
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
du Burundi en France, *Délégué permanent
(07/03/2011)*

ÉRYTHRÉE S. E. M. Fassil Ghebresslassie
Tekle
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire de l'Érythrée en France,
Délégué permanent (15/04/2011)

GUINÉE ÉQUATORIALE S. E. Mme Mariola
Bintang Obiang,
*Déléguée permanente
(06/05/2011)*

GUINÉE S. E. M. Amara Camara
Ambassadeur
extraordinaire et plénipotentiaire de la
République de Guinée en France, *Délégué
permanent (20/06/2011)*

CÔTE D'IVOIRE S. E. Mme Denise Houphouët-
Boigny
Ambassadrice, *Déléguée permanente
(19/07/2011)*

GUINÉE-BISSAU S. E. Mme Hilia Gomes Garez
Lima Barber
Ambassadrice extraordinaire
et plénipotentiaire de la Guinée-Bissau en
France, *Déléguée permanente (22/7/2011)*

BURKINA FASO S. E. M. Joseph Paire
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire du Burkina Faso en France,
Délégué permanent (26/9/2011)

RWANDA S. E. M. Jacques Kabale
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire de la République du Rwanda
en France, *Délégué permanent (26/9/2011)*

BOTSWANA S. E. M. S. Exc. M. Samuel Otsile
Outlule
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire de la République du
Botswana en France et auprès de l'Union
européenne, *Délégué permanent (29/9/2011)*

Amérique latine et Caraïbes

BRÉSIL S. E. Mme Maria Laura Da Rocha
Ambassadrice, *Déléguée permanente
(10/01/11/)*

NICARAGUA S. E. M. Mauricio Lautaro Sandino
Montes
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire du Nicaragua en Belgique
et auprès de l'Union européenne, *Délégué
permanent (02/02/2011)*

PANAMA S. E. M. Henry J. Faarup
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire de Panama en France,
Délégué permanent (07/07/2011)

GUYANA S. E. M. Laleshwar Kumar Narayan
Singh
Haut-commissaire du Guyana
au Royaume-Uni, *Délégué permanent
(22/7/2011)*

Asie et Pacifique

**SRI LANKA (RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DÉMOCRATIQUE DE)** S. E. M. Dayan
Jayatilleka
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire, *Délégué permanent
(26/01/2011)*

AFGHANISTAN S. E. M. Mohammad Kacem
Fazelly
Ambassadeur, *Délégué permanent
(02/02/2011)*

**RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE
CORÉE** S. E. M. Yun Yong Il
Ambassadeur
extraordinaire et plénipotentiaire, *Délégué
permanent (04/03/2011)*

TADJIKISTAN S. E. M. Rustam Soliev
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire du Tadjikistan en Belgique,
Délégué permanent (16/03/2011)

VIET NAM S. E. M. Duong Van Quang
Ambassadeur, *Délégué permanent
(29/04/2011)*

MYANMAR (RÉPUBLIQUE DE L'UNION DU)
S. E. M. U Kyaw Zwar Minn
Ambassadeur
extraordinaire et plénipotentiaire de la
République de l'Union du Myanmar en
France, *Délégué permanent (13/9/2011)*

PHILIPPINES S. E. Mme Cristina G. Ortega
Ambassadrice extraordinaire et
plénipotentiaire des Philippines en France,
Déléguée permanente (13/9/2011)

INDONÉSIE S. E. M. Rezlan Ishar Jenie
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire de la République d'Indonésie
en France, *Délégué permanent (nommé)
(19/10/2011)*

SURINAME S. E. M. Harvey H. Naarendorp
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire du Suriname en France,
Délégué permanent (19/10/2011)

Europe et Amérique du Nord

FRANCE
S. E. Mme Rama Yade
Ambassadrice,
Déléguée permanente (20/01/2011)
S. E. M. Daniel Rondeau
Ambassadeur,
Délégué permanent (07/12/2011)

PORTUGAL S. E. M. Luís Filipe Carrilho
de Castro Mendes
Ambassadeur, *Délégué
permanent (02/02/2011)*

ESPAGNE S. E. M. Ion de la Riva Guzmán de Frutos Ambassadeur, *Délégué permanent* (03/02/2011)

ESTONIE S. E. M. Marten Kokk Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la République d'Estonie auprès de l'OCDE, *Délégué permanent* (18/02/2011)

ISLANDE S. E. Mme Berglind Ásgeirsdóttir Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de l'Islande en France, *Déléguée permanente* (29/03/2011)

EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE

DE MACÉDOINE S. E. M. Agron Budjaku Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'ex-République yougoslave de Macédoine en France, *Délégué permanent* (14/04/2011)

ALBANIE S. E. Mme Besiana Kadare Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire, *Déléguée permanente* (14/04/2011)

PAYS-BAS S. E. M. Robert Zeldenrust Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume des Pays-Bas, *Délégué permanent* (12/9/2011)

BOSNIE-HERZÉGOVINE S. E. Mme Nina Sajic Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de Bosnie-Herzégovine en France, *Déléguée permanente* (13/9/2011)

SUÈDE S. E. M. Anders Ahnlid Ambassadeur, *Délégué permanent* (14/9/2011)

AUTRICHE S. E. Mme Ursula Plassnik Ambassadrice, *Déléguée permanente* (29/9/2011)

NORVÈGE S. E. M. Tore Eriksen Ambassadeur, Représentant permanent du Royaume de Norvège auprès de l'OCDE, *Délégué permanent* (21/10/2011)

États arabes

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE S. E. Mme Lamia Chakkour Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la République arabe syrienne en France, *Déléguée permanente* (21/01/2011)

TUNISIE S. E. M. Khémaïs Chammari Ambassadeur, *Délégué permanent* (28/03/2011)

KOWEÏT S. E. M. Ali Ahmad Al Tarrah Ambassadeur, *Délégué permanent* (13/05/2011)

YÉMEN S. E. M. Nabli Ali Mohamed Al-Dhobei Ambassadeur, *Délégué permanent* (13/07/2011)

SOUDAN S. E. M. Khalid Mohamed Farah Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Soudan en France, *Délégué permanent* (26/09/2011)

OMAN S. E. Mme Samira Mohamed Moosa Al Moosa *Déléguée permanente* (29/09/2011)

MAURITANIE S. E. M. Cheyakh Ould Ely Ambassadeur, *Délégué permanent* (20/10/2011)

10. Principaux ouvrages et périodiques

Périodiques

COURRIER DE L'UNESCO Publication trimestrielle en arabe, chinois, anglais, français, russe et espagnol

PERSPECTIVES Publication trimestrielle en arabe, chinois, anglais, français et espagnol

PLANÈTE SCIENCE Publication trimestrielle en arabe, anglais, français, russe et espagnol

REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES

SOCIALES Publication trimestrielle en anglais, français et espagnol

DIVERSITIES Anciennement *Revue internationale sur les sociétés multiculturelles*, publication semestrielle en anglais

MUSEUM INTERNATIONAL Publication trimestrielle en anglais, français, chinois et espagnol (édition en ligne)

PATRIMOINE MONDIAL Publication trimestrielle en anglais, français et espagnol

Principaux rapports et ouvrages de référence de l'UNESCO

RAPPORT MONDIAL DE SUIVI SUR L'EPT 2011 – La crise cachée : les conflits armés et l'éducation (éditions arabe, chinoise, anglaise, française, russe et espagnole)

RECUEIL DE DONNÉES MONDIALES SUR L'ÉDUCATION 2011 – Focus sur l'enseignement secondaire (éditions anglaise, française et espagnole)

RAPPORT MONDIAL SUR LES SCIENCES

SOCIALES 2010 – Divisions dans les savoirs (édition anglaise)

THE DIFFERENT ASPECTS OF ISLAMIC CULTURE, VOLUME III – The Spread of Islam throughout the World (édition anglaise)

BOUBA ET ZAZA COLLECTION POUR LES JEUNES (éditions française et anglaise)

LHC – LARGE HADRON COLLIDER (édition multilingue : anglais, français allemand)

DROITS DE L'HOMME – Questions et réponses (édition arabe)

INTRODUCING DEMOCRACY – 80 Questions et réponses, 2^e édition révisée (éditions anglaise et arabe)

EMPOWERING THE POOR THROUGH HUMAN RIGHTS LITIGATION (édition anglaise)

WOMEN AND THE TEACHING PROFESSION
– Exploring the Feminisation Debate (édition anglaise)

URBAN WATER CONFLICTS – 8^e volume, UNESCO-IHP Urban Water Series (édition anglaise)

THE CLIMATE CHANGE STARTER'S GUIDEBOOK (édition anglaise)

CONTEMPORARY ISSUES IN HUMAN RIGHTS EDUCATION (édition anglaise)

MAPPING OUT THE RESEARCH-POLICY MATRIX
– Highlights from the First International Forum on the Social Science-Policy Nexus, MOST Programme (édition anglaise)

SOCIAL SCIENCE AND POLICY CHALLENGES
– Democracy, values and capacities, MOST Programme (édition anglaise)

MIGRATION AND CLIMATE CHANGE (édition anglaise)

MANUEL D'APPRENTISSAGE DE LA DÉMOCRATIE POUR LES JEUNES EN TUNISIE (édition française)

LIBERTÉ DE CONNEXION, LIBERTÉ D'EXPRESSION (éditions française et anglaise)

FINANCING EDUCATION IN SUB-SAHARAN AFRICA (édition anglaise)

TERTIARY EDUCATION IN SMALL STATES
– Planning in the context of globalization, IIEP Policy Forum (édition anglaise)

MANAGEMENT OF ADULT EDUCATION ORGANISATIONS IN AFRICA – UNESCO/UIIL (édition anglaise)

ISLANDS AS CROSSROADS – Sustaining Cultural Diversity in Small Island Developing States (édition anglaise)

11. Nouveaux instituts et centres sous l'égide de l'UNESCO (catégorie 2)

Sciences naturelles

CHINE

- Centre international de recherche et de formation sur la stratégie de la science et de la technologie, Beijing

KAZAKHSTAN

- Centre régional de glaciologie d'Asie centrale, Almaty

KENYA

- Centre régional pour l'éducation, la formation et la recherche sur les ressources en eaux souterraines pour l'Afrique de l'Est, Nairobi

NIGERIA

- Centre international de biotechnologie, Nsukka
- Centre régional pour la gestion intégrée des bassins fluviaux, Kaduna

MAROC

- Centre régional pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, Marrakech

PORTUGAL

- Centre international de formation et de recherche approfondie pour les

scientifiques des pays lusophones dans le domaine des sciences fondamentales, Lisbonne

ROUMANIE

- Centre international de formation et de recherche approfondie en physique, Măgurele-Bucarest

SOUDAN

- Centre régional sur le développement des capacités et la recherche en matière récupération de l'eau

Culture

ESPAGNE

- Centre international sur l'art rupestre et la convention du patrimoine mondial

ISLANDE

- Centre international Vigdis pour le multilinguisme et la compréhension interculturelle, Reykjavic

ITALIE

- Centre international de recherche sur l'économie de la culture et l'étude du patrimoine mondial, Turin

JORDANIE

- Musée international des femmes artistes, Amman

QATAR

- Centre régional pour l'art contemporain, Doha

Communication et information

BRÉSIL

- Centre régional d'études pour le développement de la société de l'information, Sao Paulo

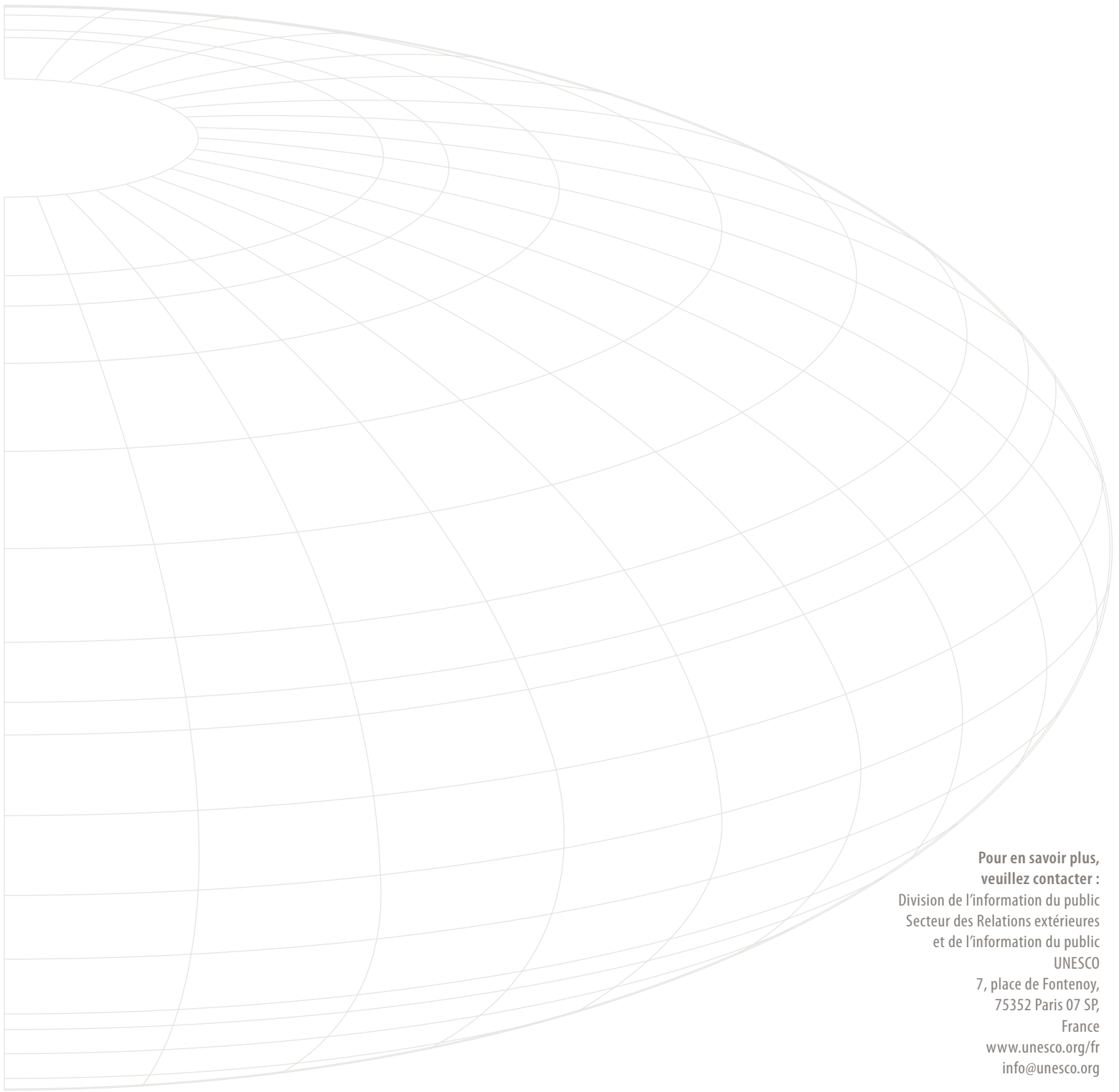
SLOVÉNIE

- Centre régional pour les systèmes de bibliothèques et d'information et les systèmes d'information sur les recherches en cours (IZUM), Maribor

Bureau de planification stratégique

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

- Institut international pour la paix à l'université Rutgers, université d'État du New Jersey



**Pour en savoir plus,
veuillez contacter :**
Division de l'information du public
Secteur des Relations extérieures
et de l'information du public
UNESCO
7, place de Fontenoy,
75352 Paris 07 SP,
France
www.unesco.org/fr
info@unesco.org



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

*Construire la paix
dans l'esprit des hommes
et des femmes*

unesco.org